

À l'Assemblée ou au Sénat Même votée, on ne lâchera rien !



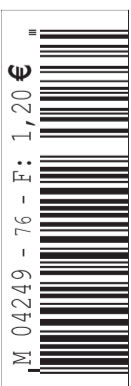
Paris, le 28 octobre. Cortège de la CGT spectacle et de la compagnie Jolie Môme. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/QUENTIN G)

Le gouvernement veut absolument faire taire la contestation en prétendant que la mobilisation est finie. Nous lui démontrerons le contraire.

La contre-réforme sur les retraites a donc été votée par les deux assemblées contre l'avis de millions de manifestants et d'une large majorité de la population. Au cœur du plan d'austérité du gouvernement pour faire payer leur crise à la majorité de la population, cette loi – allongeant l'âge légal du départ à la retraite et la durée de cotisation en particulier – ne règle rien sur le fond, comme l'a démontré en mai dernier le dernier rapport du Conseil d'orientation des retraites (COR) et

comme l'ont bien compris les millions de manifestants. Ce n'est qu'un prétexte pour baisser de nouveau drastiquement le montant des pensions et faire la part belle aux assurances privées. Pire, un des amendements voté par le Sénat et maintenu dans le texte final, saisit le comité de pilotage des régimes de retraites pour qu'il élabore un rapport au premier semestre 2013 sur la mise en place d'une réforme systémique, programmant ainsi une nouvelle régression sociale. C'est donc une belle arnaque et

un véritable coup de force de la part du gouvernement. Au matin de la journée de manifestations et de grèves du 28 octobre dernier, ministres et commentateurs en tout genre étaient unanimes pour enterrer, une fois de plus, le mouvement. Ils ont tous annoncé l'essoufflement, la fin de la mobilisation, alors que la journée a réuni 2 millions de manifestants en pleine période de vacances scolaires, avec des cortèges très dynamiques et aussi combatifs que les journées précédentes. **SUITE PAGE 2**



Agenda

5 novembre, librairie La Brèche, Paris. Rencontre avec Daniel Tanuro autour de son livre *L'impossible capitalisme vert* aux éditions La Découverte. RV à 19 heures à la librairie La Brèche, 27 rue Taine, Paris 12^e.

5-6 novembre, armes à uranium, Bourges. Dans le cadre de la journée internationale pour la prévention de l'exploitation de l'environnement en temps de guerre et de conflit armé, le comité NPA18 participe à Bourges (Cher) aux manifestations suivantes, à l'initiative du groupe «Alerte Uranium» du Collectif 18 contre la guerre. Conférences - débats «*Pour la vérité sur les armes à uranium à Bourges*». Projection d'une partie du DVD d'information réalisé par Avigolfe (durée 20 min). Interventions de : Alain Acariès, Abraham Béhar, Patrice Bouveret, Ria Verjauw et Roland Nivet. RV le 5 novembre à 19 heures, Salle des délibérations du conseil général, place Marcel-Plaisant. Journée d'actions «*Pour la vérité sur les armes à uranium à Bourges*». Circuit itinérant : Bourges - Crosses- Avord - Bourges. Rassemblement à partir de 11h30, le 6 novembre, et départ de la place Séraucourt (près du château d'eau).

6 novembre, débat, No Border, Calais. Matinée d'info-débat sur le système Frontex, avec le réseau de lutte pour la liberté de circulation No Border et la présence de Migreurop. RV à 10 heures au cinéma Alhambra de Calais.

6 novembre, manifs retraite, national. Face à un gouvernement sourd aux revendications de la population, une nouvelle manifestation est appelée par l'intersyndicale. À Paris, RV à 14 heures, place de la République.

6 novembre, manif femmes, Paris. Pour la défense de l'avortement et de l'hôpital public, manifestation à l'appel du Collectif national droits des femmes, du Mouvement français pour le Planning familial et de l'Association nationale des centres d'interruption de grossesse et de contraception. La manif devrait converger à Bastille avec celle contre la réforme des retraites. RV à 14 heures place d'Italie, Paris 13^e. (lire pages 6 et 7)

9 novembre, librairie La Brèche, Paris. Rencontre avec Frédéric Gircour autour de son livre *LKP Guadeloupe: le mouvement des 44 jours* aux éditions Syllepse. RV à 19 heures à la librairie La Brèche, 27 rue Taine, Paris 12^e. (lire page 9)

16 novembre, Société Louise-Michel, Paris. Réunion-débat «*Comprendre ce qui se passe à la gauche de la gauche*» organisée par la Société Louise-Michel, avec Irène Pereira. RV à 18h30 au Lieu-Dit, 6 rue Sorbier, Paris 20^e (M^o Gambetta ou M^o Ménilmontant).

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

Même votée, on ne lâchera rien !

● ● ● **SUITE DE LA PAGE 1**

C'était donc loin, très loin d'être un échec. Au contraire, cette nouvelle journée a démontré une fois de plus l'enracinement du mouvement, le refus de cette loi sur les retraites mais aussi de toute la politique de Sarkozy faite sur mesure pour le patronat et les plus riches. À travers ce mouvement, les salariés du privé comme du public, les jeunes, les retraités refusent également les licenciements, les suppressions d'emplois, la montée du chômage et de la précarité, les mauvaises conditions de travail, les salaires toujours plus bas mais aussi tout le volet raciste et sécuritaire de ce gouvernement qui n'a toujours pas saisi la profondeur du mécontentement que suscite sa politique arrogante.

Après le vote, le gouvernement veut siffler la fin de la mobilisation. On nous explique sur tous les tons et sur toutes les ondes que désormais la loi est votée, que nous ne pouvons plus nous y opposer et même que continuer à refuser une «*loi de la république*» serait «*antidémocratique*». Une démocratie serait donc pour Sarkozy et sa clique d'imposer une régression

sociale contre la volonté de ceux et celles qu'elle concerne? En tout cas, la détermination est toujours là. Et les semaines qui viennent de s'écouler durant lesquelles se sont tissés des liens entre salariés de différents secteurs, par des actions locales en tous genres, comme des blocages, des actions collectives, des assemblées générales, et où s'est développé un tissu militant important et motivé, seront difficilement évincées par un simple vote.

Il est vrai que dans la semaine qui vient de s'écouler, la grève reproductible a été suspendue dans de nombreux secteurs, en particulier dans le nettoyage à Marseille, la SNCF et les raffineries, marquant une pause dans la mobilisation telle qu'elle existait jusqu'à présent. Mais des poches de résistance perdurent comme chez les agents territoriaux en région parisienne ou encore dans les déchetteries où les salariés sont en grève pour leurs salaires et leur conditions de travail. D'ores et déjà, il est prévu avant même la nouvelle journée de manifestation du 6 novembre, dans de nombreuses villes, des manifestations, des rassemblements à l'initia-

tive des étudiants en lien avec d'autres secteurs. Le mouvement peut rebondir sous d'autres formes, d'autres luttes. Nous sommes nombreux à savoir que la solution à nos problèmes n'est pas la perspective d'un gouvernement de la gauche plurielle en 2012, avec à sa tête un Parti socialiste qui vote à l'Assemblée nationale l'allongement de la durée de cotisation ou qui réquisitionne les employés communaux grévistes à Marseille, avec cette «gauche» qui, quand elle est majoritaire, mène de fait des politiques de droite comme le font, en Europe, leurs amis de Grèce ou d'Espagne. C'est dans nos luttes que se forgeront les forces capables de faire payer la crise à ceux qui l'ont provoquée, capables de remettre en cause le capitalisme.

En relevant la tête, en gagnant la bataille de l'opinion contre la propagande des classes dirigeantes, nous avons déjà marqué des points.

Sandra Demarcq

regards



Jane Birkin (RD)

Propos recueillis par Roger Devaneuse

BIRMANIE *Soutien à Aung San Suu Kyi*

Fin août, le Festival de cinéma de Douarnenez 2010 (Finistère) était dédié aux peuples de Caraïbes, mais a choisi de faire une place à la Birmanie. Le comité Infos Birmanie¹ et sa porte-parole Jane Birkin sont venus expliquer le fonctionnement de cette dictature et les formes de résistance du peuple birman. Devant la façade de la mairie, le sénateur-maire UMP a dressé le portrait d'Aung San Suu Kyi, opposante à la junte birmane. Il a tout de même dû entendre ce que les personnalités et le comité avaient à dire des responsabilités françaises. Alors que les élections birmanes approchent, l'entretien que Jane Birkin nous a accordé durant le festival en dit long sur la situation.

On vous sait engagée dans la lutte pour les droits humains dans le monde. On vous a entendu sur la Tchetchénie. Pourquoi la Birmanie?
Les Français ne connaissent pas beaucoup la Birmanie, mais je suis anglaise et c'est une ancienne colonie de «notre» empire. Le choix des Birmans de soutenir les Alliés et de rompre avec le Japon a été extrêmement important. L'Angleterre leur a promis l'indépendance en remerciement. Il a fallu, après la guerre, rappeler cette promesse. D'ailleurs, le général Aung San, le père de Aung San Suu Kyi, avait fait le voyage de Londres et est considéré comme un des héros de l'indépendance birmane [Aung San a été assassiné en 1947].

Sa fille n'en est guère remerciée!
Oh, je pense que si elle n'était pas la fille de son père, elle aurait déjà été tuée depuis longtemps, dans sa cellule ou dans un accident de voiture... C'est une femme extraordinaire.

Vous avez pu la rencontrer?
Oui, il y a onze ans, dans des circonstances particulières. Je connaissais l'attaché culturel de l'ambassade de France en Birmanie pour l'avoir rencontré quand il était en poste en Algérie. Quand il a su que je chantais au Japon, il m'a demandé si j'accepterais de venir chanter les chansons de Serge [Gainsbourg] aux élèves du lycée français de Rangoon. Je lui ai dit : d'accord à la condition de rencontrer Aung San Suu Kyi. Le jeu de cache-cache avec les autorités a été compliqué. Il a fallu que je visite des orphelinats, que j'évite d'être photographiée avec Total. Le concert a eu lieu dans un vieux cinéma où l'on a expliqué aux élèves qu'il ne fallait pas prendre de photos car mes yeux ne supportaient pas les flashes... La rencontre avec Aung San Suu Kyi m'a bouleversée. Elle est tellement séduisante, drôle, et surtout, elle irradie d'avoir vaincu la peur. Je crois que son bouddhisme l'a conduite à une sérénité incroyable, jusqu'à une tranquille pitié pour ses tortionnaires. Elle a renoncé à faire ses courses car chaque commerçant était ensuite longuement interrogé. Elle même est écoutée, fouillée, espionnée... Et pourtant elle dit à chacun que l'important n'est pas elle, qu'elle n'est pas la

plus à plaindre, qu'il faut d'abord se mobiliser pour ceux qui, en prison, subissent un sort bien pire que le sien. Elle ne demande pas la pitié, elle intervient en dirigeante d'un parti politique.

Justement, des élections sont prévues le 7 novembre.
Oui, et c'est une mascarade sinistre qu'il faut dénoncer. Pour être autorisés à se présenter, les partis ne doivent présenter comme candidats ni leaders religieux, ni dissidents, ni conjoints d'étrangers... Il y a une campagne d'information à faire en France à cette occasion.

Pourquoi en France en particulier?
Parce que la France a des responsabilités particulières, tant au niveau diplomatique qu'au niveau de l'implication du groupe Total. J'ai été catastrophée quand j'ai appris ce qu'avait fait Bernard Kouchner, son rapport payé par Total pour blanchir Total. Je suis peut-être naïve, mais quand j'avais 20 ans, en Angleterre, j'admirais le «french doctor». J'espère encore aujourd'hui qu'il pourra dire «je me suis trompé». J'ai voulu voir le PDG de Total, Christophe de Margerie. Il est totalement serein. «*Si nous partons, dit-il, nous laissons le champ libre aux Russes et aux Chinois. Ce que nous faisons pour la santé des Birmans, ils ne le feront pas. Je suis un bon catholique. Je n'ai rien à me reprocher.*» C'est terrifiant, ce type de discours. Graham Greene a dit : «*Tout homme qui n'a pas de doute est terrifiant*». Si on met en préalable que les autres feront pareil, on sait que l'on n'avancera jamais.

Alors, boycotter Total?
Je sais qu'une telle pratique est moins évidente en France qu'en Angleterre. Je crois vraiment au boycott personnel. En conscience, je boycotte Total, soutien de la dictature birmane. Et je dis que je le fais. À chacun de se déterminer.



(ROGER DEVANEUSE)

1. www.info-birmanie.org

Le gouvernement n'est pas tiré d'affaire !

En criant sur tous les toits que la crise sociale est finie, le gouvernement se ridiculise pour de bon.

Médias, experts et gouvernants, qui ne cachaient plus leurs inquiétudes, ont soudain entonné le même refrain : la crise sociale est terminée, l'ordre règne. Le gouvernement est tellement pressé d'annoncer la fin de la pénurie d'essence qu'il rate aussi cette séquence. En communiquant à outrance sur «le retour à la normale» alors que les automobilistes constatent le contraire, il est, sur ce terrain aussi, pris en flagrant délit de mensonge. Mais c'est une habitude.

Les ministres affichent un soulagement forcé, ils multiplient les déclarations sur «la fin du mouvement», «le ralentissement significatif de la mobilisation», la «sortie de crise». Au soir de la journée de mobilisation du 28 octobre, ils roulent des épaules, genre «même pas mal». La loi a été adoptée les 26 et 27 octobre successivement par le Sénat et l'Assemblée nationale, elle doit être promulguée par Sarkozy à la mi-novembre après avis du Conseil constitutionnel. Au strict plan institutionnel, le gouvernement aurait réussi, il a sa loi, il a le passage à 62 et 67 ans, la négation de la pénibilité, un recul social significatif. Pourtant les déclarations restent prudentes, comme si les membres du gouvernement n'étaient pas pleinement convaincus d'avoir gagné.

Le gouvernement a fait le choix de l'affrontement ouvert en présentant son projet détaillé le 16 juin et en laissant jusqu'au 18 aux syndicats pour faire part de leurs remarques. On connaît la suite : passage en force, calendrier extrêmement serré, présen-



tation de la loi au Conseil des ministres le 13 juillet, vote à l'Assemblée nationale le 15 septembre et au Sénat le 22 octobre. Ce choix peut s'avérer coûteux ! C'est lui qui a fourni le ciment de l'unité syndicale en fermant toutes les portes du «dialogue social», au grand regret d'un Chérèque qui se plaint d'avoir «fait des ouvertures grandes comme ça», méprisées par le pouvoir. C'est d'ailleurs le même Chérèque qui a ouvert le bal du retour de la négociation, en réclamant à Laurence Parisot, présidente du Medef «qu'on ouvre une négociation entre le patronat et les organisations syndicales sur l'emploi des jeunes et des seniors». Faussement étonnée, elle accepte immédiatement : «Ce serait une bonne façon de passer à autre chose [...] Je suis d'accord pour qu'on ouvre une délibération sociale, pour voir si on peut [...]

commencer à travailler ensemble». Éric Woerth, qui n'attendait que ça, s'empresse de surrenchérir : «c'est une très bonne chose qu'on puisse négocier sur l'emploi des jeunes et des seniors car c'est une des plaies françaises d'avoir un emploi des seniors plutôt plus faible qu'ailleurs et en même temps un emploi des jeunes plus faibles qu'ailleurs». Et Christine Lagarde de se féliciter : «Je salue à la fois le retour de la raison et du dialogue». Le dialogue après la répression... Le pouvoir mesure néanmoins que nous sommes passés bien près d'une crise sociale et politique qui aurait pu lui être fatale. Malgré ses rodontades, il sait aussi que les choses ne sont pas terminées et que le mouvement peut continuer, rebondir, et rester dangereux. Les déclarations de Woerth sont assez significatives, il prend la précaution de déclarer «cela ne veut pas dire qu'il n'y a plus

d'inquiétudes, ça nous appelle je pense à un renforcement de l'application», et d'ajouter qu'il faudra «continuer dans les mois qui viennent à réexpliquer pourquoi on doit transformer nos régimes sociaux, surtout celui-là, pour mieux les protéger». Il y a un zeste de «ni vainqueur ni vaincu» dans cette affaire. Et Borloo peut prévoir des centaines de Grenelle, il ne pourra faire oublier la colère que les salariés unis ont exprimée et exprimé encore. La crise économique qui se poursuit impliquera d'autres attaques. Le gouvernement, qui voulait démontrer sa détermination pour flatter les marchés financiers, s'est attiré les critiques de ses pairs européens, et la confiance dans ses capacités à porter les prochains coups est aujourd'hui quelque peu ébranlée.

Christine Poupin



Par Pierre Baton

Menace sur la santé des sans-papiers

Le 1^{er} janvier 2000, le dispositif de l'Aide médicale d'État (AME) a été instauré. Ce dispositif permet aux personnes en situation irrégulière d'accéder à la médecine de ville ainsi qu'à l'hôpital. Il est adossé à celui de la couverture maladie universelle (CMU) dont bénéficient les personnes qui ne sont pas couvertes par un régime d'assurance maladie et dont les revenus n'excèdent pas 634 euros par mois. Les personnes sans papiers peuvent donc aujourd'hui encore bénéficier d'un accès aux soins à condition d'être présents sur le territoire français depuis au moins trois mois et de ne pas avoir de revenus supérieurs au plafond fixé par le dispositif de la CMU. Actuellement 215 000 personnes bénéficient de l'AME, pour un coût estimé à 540 millions d'euros par an (à mettre en rapport avec les 160 milliards de dépense de l'assurance maladie). L'examen du projet de loi de financement de la Sécurité sociale est l'occasion de remettre l'AME en cause. Le député Dominique Tian (Bouches-du-Rhône), soutenu par les députés du Collectif de la droite populaire (un groupe de députés très à droite, souvent accusé de chasser sur les terres du Front national), vient de déposer une série d'amendements dont le but avoué est de battre en brèche ce dispositif. S'ils n'osent pas aller jusqu'à la suppression de l'AME, ils proposent plus simplement d'en rendre l'accès plus coûteux et plus complexe, de limiter l'accès aux soins d'urgence et à la médecine de ville. Ils prévoient aussi le paiement d'un forfait de 30 euros pour accéder à l'aide. De nombreuses ONG ont dénoncé ces attaques. Défendant l'accès aux soins pour tous et rappelant qu'un tel dispositif existe depuis 1893, elles s'inquiètent également des risques de santé publique qu'implique un tel projet. Cette attaque ressemble fort à une première étape, un test, dans un processus de détricotage du droit à la santé. Ici on commence par s'en prendre aux plus démunis, aux plus pauvres parmi ceux qui vivent en situation irrégulière en France. Chaque recul menace la catégorie suivante. À qui le tour ?

leur monde...

La machine à étouffer s'enraye

Outre qu'elle est fertile en rebondissements, l'affaire Bettencourt, ou, plus exactement, l'affaire Woerth Bettencourt, est également révélatrice des tares du système. Dernières péripéties en date : l'espionnage auquel sont soumis les journalistes et l'ouverture – enfin ! – d'une instruction judiciaire. Au moins trois journalistes travaillant sur l'affaire Bettencourt pour différents médias – *Le Monde*, *Le Point* et *Mediapart* – se sont fait voler leurs ordinateurs. Essai pour savoir où ils en étaient dans leurs investigations ? Tentatives d'intimidation des journalistes ? Utilisation de méthodes mafieuses pour protéger le pouvoir, alors que s'accumulent les révélations sur les liaisons dangereuses entre milliardaires et politiciens proches de Nicolas Sarkozy ? Une

certitude : ces attaques contre la liberté de la presse ne font qu'ajouter un scandale au scandale ! D'autant qu'elles viennent compléter la campagne contre les journalistes menée depuis plusieurs semaines par le procureur Philippe Courroye. En effet, ce dernier n'a pas lésiné sur les moyens pour étouffer l'affaire et, en particulier, empêcher toute vérification sur le financement de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy par Lilliane Bettencourt. Pendant des mois, ce procureur mercenaire a maintenu la fiction d'une «enquête préliminaire» – menée par lui-même ! – avec un objectif unique : pouvoir refuser l'ouverture d'une instruction judiciaire, car celle-ci serait conduite par un juge d'instruction, magistrat éventuellement indépendant et moins complaisant avec le pouvoir. Pire encore : il a tout

fait pour faire dessaisir le juge Prévost-Desprez, elle-même en charge d'un aspect de cette affaire (le litige qui oppose Lilliane Bettencourt à sa fille). Quitte à enquêter illégalement afin de découvrir les origines des fuites ayant alimenté certains articles de presse. Ainsi, le procureur préféré de Sarkozy n'a pas hésité à violer à plusieurs reprises la loi protégeant les sources des journalistes... Finalement, décision a été prise d'ouvrir une instruction judiciaire, ce qui constitue évidemment un désaveu cinglant pour Courroye et ses mentors, mais aussi, vraisemblablement, de «dépayer» – c'est-à-dire de confier à un autre tribunal – toutes les enquêtes relatives à l'affaire Bettencourt. Et donc, au passage, de dessaisir le juge Prévost-Desprez... S'agit-il de trouver, en fin de compte, des magistrats plus accommodants et de poursuivre l'opération d'enfumage conduite

par le gang du Fouquet's ? Ou bien le scandale a-t-il été tel, notamment dans les milieux judiciaires, qu'il fallait bien «faire quelque chose» et écarter le trop zélé Courroye ? L'avenir le dira. Reste l'étalage, depuis plusieurs mois, des méfaits des princes qui nous gouvernent. Arrogance du fric, corruption des politiques, fraude fiscale, échange de services, espionnage des journalistes, mépris de la loi, instrumentalisation de la justice au service des puissants, telle est la vérité profonde de la classe dirigeante : sordide !

François Coustal

en bref...

Marche des sans-papiers de Creil. Les 25 et 26 octobre, les travailleurs sans papiers de Creil (Oise) ont organisé une marche de Creil à Beauvais, après un an de grève. Le lundi 25, accompagnés de leurs soutiens et de quelques élus locaux, ils ont marché vers les agences d'intérim pour qui ils travaillaient avant la grève et qu'ils avaient occupées pendant plusieurs semaines en octobre et novembre 2009. Les agences ont préféré fermer leurs portes, mais les grévistes ont pu transmettre des demandes de promesses d'embauche (Cerfa) pour remplir leurs dossiers de demande de régularisation. Les marcheurs se sont ensuite arrêtés à Montataire puis Clermont-de-l'Oise, où ils ont rencontré des élus, de gauche comme de droite, mettant ainsi certains d'entre eux face à leurs responsabilités vis-à-vis du traitement réservé aux travailleurs sans papiers (dont certains travaillent pour des

entreprises sous-traitées par les pouvoirs publics). Le mardi 26 au matin, les sans-papiers se sont dirigés vers la mairie de Mouy, suivis par une équipe de France 3 Picardie à qui ils ont accordé une interview. La marche s'est achevée à Beauvais, où les marcheurs ont été accueillis par des représentants syndicaux (CFDT, CGT, FSU), associatifs (Solidarité migrants, RESF, LDH) et politiques. Une délégation a été reçue par la préfecture où elle a déposé dix dossiers. Ce fut l'occasion de demander, à nouveau, des autorisations provisoires de travail afin d'obtenir plus facilement les Cerfa nécessaires à la régularisation. Une mesure que la préfecture a toujours refusé d'appliquer. Pendant ces deux jours, les sans-papiers de Creil ont atteint leurs objectifs : continuer à médiatiser leur grève et sensibiliser la population et les élus locaux qui connaissent mal la réalité de leur lutte et de leurs conditions de vie.

Carrefour-Market: salariés en grève. On avait rarement vu cela à Saint-Barnabé, quartier le plus bourgeois du 12^e arrondissement de Marseille. Samedi 23 octobre de 10 à 12 heures, plusieurs salariéEs du Carrefour-Market, dont de nombreuses caissières, ont cessé le travail à l'appel de leur syndicat CGT. À la stupéfaction de nombreux passants, les grévistes sont sortiEs sur l'esplanade où les attendaient de nombreux militants de l'union locale (UL) de la vallée de l'Huveaune, des membres du NPA et des « citoyens engagés », devant un magasin « décoré » de drapeau CGT et de pancartes dénonçant leurs conditions de travail. Leur combat porte sur la demande de titularisation des CDD, le paiement des heures supplémentaires, le passage à temps complet des temps partiels imposés (26 heures pour moins de 750 euros par mois!), l'augmentation des salaires et l'ouverture de

négociations. Comme l'annonce le tract de l'UL CGT, « *Le PDG de Carrefour, M. Lars Olofsson, gagne 9,25 millions d'euros et pourra prétendre à une retraite de 500 000 euros par an après trois ans de travail. Nos revendications peuvent être satisfaites sans mettre en péril la société.* » Pendant deux heures, les salariéEs et les militantEs présents ont distribué de nombreux tracts et recueilli plusieurs dizaines de signatures de soutien à leur lutte, tout en ouvrant un dialogue inédit dans le quartier avec les passants souvent scandalisés par les conditions de travail de « leurs » caissières. À midi, les grévistes qui avaient été « remplacéEs » par des CDD sont rentréEs ensemble, la tête haute. Les grévistes ont pris conscience de leur force collective et ne comptent pas s'arrêter là. Ce n'est qu'un début!

BUDGET DE LA SÉCU La stratégie du grignotage

Les députés ont entamé la discussion du projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) de 2011. Le rapporteur UMP a été clair dans la caractérisation de la loi : « *du sang, de la sueur et des larmes* ». Toutes les branches de la Sécu, à l'exception des accidents du travail (pour le moment), sont touchées. L'aide médicale d'État est menacée.

Allocations familiales : jusqu'à présent, lorsque la CAF payait une première mensualité d'aide personnalisée au logement, elle versait également les trois mois précédents à l'allocataire qui vivait déjà dans le même logement. Cette rétroactivité est supprimée. Le gouvernement veut également repousser le paiement de la prestation accueil du jeune enfant versée dès la naissance au mois suivant. Ces prétendues « petites mesures » peuvent avoir de lourdes conséquences pour les familles en difficulté et en préparant de plus « grandes ».

Financement : la Caisse d'amortissement de la dette sociale financée par un impôt de 0,5% prélevé sur les salaires et allocations, la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS), est prolongée jusqu'en 2025. Sa fonction est d'intervenir sur les marchés financiers. Par des dispositifs semblables aux subprimes, la Sécu est de plus en plus exposée aux spéculateurs.

Maternité : pour les grossesses sans risque, des maisons de naissance moins médicalisées seront ouvertes. Le « marché des accouchements » s'ouvre davantage aux cliniques privées.

Maladie : le remboursement des médicaments à vignette bleue passe de 35% à 30%. Aujourd'hui, à l'hôpital, un ticket modérateur de 20% est payé par l'assuré sur les actes jusqu'à 91 euros. Au-delà, il s'acquitte en plus d'un forfait de 18 euros. Ce seuil est relevé à 120 euros. Par ailleurs, il n'est pas question de toucher aux dépassements d'honoraires : un timide amendement socialiste préconisant de plafonner les dépassements d'honoraires à 15% pour les actes techniques a été rejeté.

Aide médicale d'État (AME) : « Les étrangers profiteurs » ont été stigmatisés tout au long du débat. Un amendement de députés UMP veut limiter l'AME aux soins d'urgence et à l'hôpital et propose qu'elle ne soit plus gérée par les CPAM mais par les préfetures. Les mesures retenues par le gouvernement seront révélées fin novembre.

La stratégie des assureurs privés est parfaitement exposée par un de ses lobbies, Jalma : « *Nous nous organisons pour aider nos partenaires à faire face aux défis des années à venir : accélération du désengagement de l'assurance maladie, mutation profonde des besoins des assurés, etc. [...] Une mesure importante a été prise cet été avec la remise en cause de la prise en charge en affection de longue durée pour les hypertendus non sévères. [...] Là, on a le début d'une vraie réforme. Il n'y aura pas de grand soir, plutôt une succession de réformes administratives. C'est d'ailleurs la stratégie de la Cnam et elle se met en place doucement* ».

Cette stratégie est en phase avec le rapport Attali qui préconise la « *participation financière des malades en affection de longue durée, de geler certaines prestations sociales et de mettre sous condition de ressources les allocations familiales* ».

Stéphane Bernard



PS ET RETRAITES

Entre soutien et renoncement

Les dirigeants du PS profitent de la mobilisation contre la réforme des retraites pour afficher leur opposition au gouvernement et préparer 2012. Ils peuvent néanmoins difficilement masquer leurs contradictions et leurs trahisons vis-à-vis du mouvement.

L'unité réalisée dans le mouvement de défense des retraites est un des éléments qui expliquent sa profondeur et sa longévité. L'unité syndicale maintenue, au prix de compromis à la fois sur les rythmes et les mots d'ordre, demeure, sous la pression du mouvement lui-même, un facteur décisif. L'implication du PS dans la bataille en est un autre. Lui aussi a été bousculé par la force d'une mobilisation que la perspective d'une possible alternance en 2012 n'est pas parvenue à canaliser. On peut sans grand risque affirmer que la majorité des grévistes et des manifestants portent des revendications plus radicales que l'intersyndicale, avec notamment l'exigence du retrait du projet. On peut également considérer que le projet « alternatif » du PS en matière de retraites est en net décalage avec les aspirations de la majorité

d'entre eux. Au-delà d'un aspect cacophonique qui sert de nuage de fumée, les dirigeants du PS ont en réalité peu de divergences. Ils sont seulement en concurrence sur la façon la plus habile de rendre compte de leurs propositions, avant et surtout une fois le mouvement lancé. Tout a débuté, on s'en souvient, avec l'erreur de pronostic de Martine Aubry, qui, voulant se poser en gestionnaire responsable, annonça le 17 janvier une capitulation en rase campagne sur les 60 ans, avant même que le gouvernement n'ait annoncé son plan, et prononça un discours en forme d'offre de service. Si les dirigeants socialistes se sont ensuite mis à l'unisson sur le maintien de la borne des 60 ans, une lecture attentive des propositions du PS indique à quel point il y a tromperie sur la marchandise : les socialistes ont en réalité acté l'augmentation progressive de la durée

de cotisation introduite par la réforme Fillon en 2003, ce qu'a confirmé le vote des députés PS à l'Assemblée nationale. La ficelle est un peu grosse, mais elle permet au PS de garder un pied dans le mouvement contre la réforme. Pendant ce temps, Dominique Strauss-Kahn utilise chacune de ses casquettes pour rappeler son accord avec les premières déclarations de Martine Aubry. Comme socialiste, il considère que les 60 ans ne doivent pas être « un dogme ». Comme président du FMI, il soutient la réforme Woerth-Sarkozy. Et Martine Aubry justifie, en plein mouvement toujours, le choix d'augmenter le nombre d'annuités, plaçant de fait pour une individualisation du système de retraites. En réalité, le PS, en phase avec la social-démocratie européenne, confirme son ralliement au modèle économique néolibéral, malgré la

crise de 2008-2009 qui aurait pu le contraindre à faire le choix inverse. Il ne propose même pas une gestion de la crise du capitalisme moins défavorable aux salariés, mais plutôt une option « *crédible* », pour reprendre les termes de Manuel Valls, du point de vue des classes dirigeantes. S'ils arrivent au pouvoir en 2012, il faudra une mobilisation sociale d'ampleur pour leur imposer une réforme au service du plus grand nombre. Faute d'autre perspective, le PS est actuellement en pôle position pour les échéances électorales nationales. Ce qui renforce encore la nécessité absolue d'affirmer une alternative politique qui prenne appui sur la radicalité et la massivité des luttes de cet automne et leur permettent de se poursuivre.

Ingrid Hayes

UN ESPOIR POUR LES "SANS TERRE"



Le mirage d'une victoire

BRÉSIL. Dilma Rousseff a remporté les élections présidentielles en ratissant large. La population doit s'attendre à de nouveaux plans de rigueur.

Avec 56% des voix, Dilma Rousseff est la huitième femme élue présidente en Amérique latine, après une campagne bâtie méticuleusement sur la popularité de Lula da Silva, candidat sortant. Cette réussite doit aussi à l'habileté du Parti des travailleurs (PT) qui, depuis plusieurs décennies, s'allie à des secteurs représentatifs de la bourgeoisie, sans s'éloigner totalement du prolétariat brésilien. Parmi les dix partis politiques de la coalition 2010 qui porte Rousseff au gouvernement, sept sont de droite. Ce n'est donc pas par hasard si, le soir de sa victoire, le 31 octobre, elle a promis de poursuivre la politique de son prédécesseur : ouverture aux capitaux et marchés internationaux, simplification et assouplissement fiscaux, initiatives en faveur des entrepreneurs, renforcement de certains instruments économiques de régulation. Lié par son histoire, le PT ne peut cependant pas abandonner sa base sociale et certaines des exigences des mouvements sociaux, sans toucher aux revendications de classe. Rousseff s'en est tenu à des annonces vagues et générales : « éradication de la misère », liberté de la presse, « garantie des droits humains, droit à l'alimentation, à l'emploi, à un revenu et au logement »... Déterminée à gagner les élections à tout prix, elle a été capable de

changer de position vis-à-vis du droit à l'avortement à quelques heures des élections, en abandonnant la possibilité de sa dépénalisation, afin de gagner les votes conservateurs des Églises... Du côté des syndicats, presque tous sont influencés par les partis politiques de la coalition. Il n'est ainsi pas étonnant que cinq centrales syndicales aient offert leur soutien explicite à la candidate. Au cours de la campagne, une quinzaine d'organisations du mouvement social – les peuples touchés par les barrages hydroélectriques, les femmes paysannes, la Marche mondiale des femmes, Via Campesina, le mouvement des afro-descendants, le Mouvement des sans-terre – ont décidé de lancer un manifeste contre la candidature néolibérale de centre-droit, « pour élire le plus grand nombre de candidats identifiés avec les aspirations des travailleurs ». Au deuxième tour, ces organisations ont publié un autre manifeste, en avançant leurs revendications spécifiques. Ce texte souligne les insuffisances du gouvernement Lula, tout en appuyant la candidature du PT, et critique la participation de partis politiques « opposés à leurs demandes sociales » au sein de la coalition. Cependant, bien que le vote soit obligatoire, plus de 20% d'électeurs se sont abstenus. Sans aucun doute, de larges couches du prolétariat ont appuyé l'élec-

tion de l'actuelle présidente. Pourtant, les classes populaires devront affronter les mêmes problèmes qu'avant les élections. Les pays dits « émergents » comme le Brésil n'échappent pas aux phénomènes engendrés par le néolibéralisme. Comme le soulignait un économiste en septembre, la dette intérieure du Brésil est de 1 618 milliards de réals (943 milliards de dollars), soit 48% du PIB : « 80% des titres sont détenus par vingt mille familles brésiliennes dont la rémunération sous forme de rente financière représente 30% du budget fédéral. Une situation préoccupante car moins de 5% du budget fédéral va à la santé et moins de 3% à l'éducation en 2009. Les spéculateurs en jouant sur les taux de change dollar/real réalisent des taux de rendement de 30% sur leurs achats des titres brésiliens ». Devant une telle situation, le futur gouvernement sera amené à prendre des mesures de rigueur, sur le dos des travailleurs, afin d'atténuer ses dettes. Il faut d'ores et déjà envisager un large mouvement de résistance qui inverse la logique capitaliste pour mettre au centre de la politique les intérêts des travailleurs et de la majorité de la population.

Beatrice Whitaker

1. www.alterpresse.org/spip.php?article10196

Des illusions à la colère

ÉTATS-UNIS. Au-delà de la défaite annoncée des démocrates, les élections du 2 novembre ne peuvent pas permettre que s'exprime, sinon dans l'abstention, le sentiment de révolte qui grandit dans le pays contre les responsables de la crise.

Deux ans après son élection triomphale, Obama devrait enregistrer une défaite aux élections du 2 novembre dont nous n'avons pas, à l'heure où nous écrivons, les résultats. Sa cote de popularité est passée de 69% alors à 43% aujourd'hui et le Parti démocrate devrait perdre la majorité à la Chambre des représentants.

Élu juste après la faillite de Lehman Brothers, Obama, en qui nombre d'électeurs plaçaient des espoirs de changement, n'aura fait que mettre en application les plans de l'administration Bush pour faire payer la crise aux couches populaires. À commencer par le plan de sauvetage des banques voté sous Bush, le Trouble Asset Relief program (Tarp) : plus de 700 milliards d'argent public mis à la disposition des banques et dont le secrétaire au Trésor, Geithner, déclarait fièrement début octobre qu'il ne coûterait au final « que » 50 milliards aux contribuables. Les plans de relance dont ont bénéficié les multinationales se sont succédé, faisant grimper le déficit de l'État à plus de 1 500 milliards de dollars – attendus en 2010 – sans que le chômage et la pauvreté ne cessent d'augmenter. 15 millions de travailleurs sont sans emploi, dont 6 millions depuis six mois. 9,5 millions de travailleurs doivent jongler avec deux emplois pour espérer s'en sortir. 40 millions d'Américains vivent sous le seuil de pauvreté et le nombre de ceux qui ont recours aux bons d'alimentation a augmenté de 70% depuis 2007. Le secteur bancaire, qui a profité de la crise pour se restructurer, a renoué avec les bénéficiaires et continue de distribuer bonus et salaires mirobolants à ses traders et à ses dirigeants, tout comme les groupes de l'automobile, dont General Motors qui s'était placé sous la loi des faillites pour bénéficier de la manne étatique. Les déclarations d'intention d'Obama à leur encontre sont restées à l'état d'annonces.

Le scandale des saisies immobilières est un concentré de cette situation. Plus d'un million de « propriétaires » qui ne peuvent plus rembourser les traites des crédits hypothécaires (les subprimes) que leur ont re-forgués les banques devraient voir leur maison saisie en 2010, trois millions sont menacés du même sort. Aussi, les sentiments de colère ne font que grandir au sein des couches populaires dont une grande partie rejette aussi bien les démocrates que les républicains. Mais c'est pour l'instant le mouvement « Tea Party » (Tax enough already, « déjà assez imposés »), apparu il y a deux ans, qui profite, dans la petite bourgeoisie blanche, de ce rejet des grands partis. Se prétendant indépendant des républicains tout en ayant à sa tête Sarah Palin, l'ancienne colistière de John Mc Cain, c'est un mouvement populiste et réactionnaire, incarnation possible d'une nouvelle extrême droite.

Rien d'étonnant, dans ces conditions, si le mécontentement des travailleurs s'exprime essentiellement par l'abstention.

Galia Trépère

en bref...

Antilles : coup de semonce! La grève générale du 26 octobre en Guadeloupe, Martinique et Guyane a réuni 20 000 personnes à Pointe-à-Pitre, 2 500 à Fort-de-France et plusieurs centaines en Guyane, à l'appel du LKP, du K5F (Collectif du 5 février) et de l'UTG. La revendication principale était le respect des accords après la grève de février 2009. De l'extérieur, on imagine mal la propagande employée pour culpabiliser et démoraliser le peuple de février 2009. Tous les méfaits de la crise (licenciements, chômage, vie chère, destruction des services publics) sont carrément mis sur le compte de « la crise de 2009 ». Pour contrecarrer la grève, le pouvoir s'est dépensé sans compter : affirmation mensongère que les accords étaient respectés, rumeurs insistantes en Martinique selon lesquelles « les jeunes allaient descendre pour casser et piller », etc. De nombreuses luttes éparées sont menées en

Martinique (licenciements, hôpital public, transports, salaires, etc.). En Guadeloupe, le LKP a lancé un ultimatum au gouvernement : si avant le 14 décembre, des dispositions ne sont pas prises pour le respect des accords et la poursuite des négociations, la grève générale, reconductible et illimitée sera relancée. En Martinique, des actions ciblées seront amplifiées sur le dossier des prix. Le LKP, le K5F et l'UTG se retrouveront le 12 novembre en Martinique pour un bilan et des échanges. Un point important n'est pourtant pas mis à l'ordre du jour, celui du rapport du mouvement social avec les autres aspects du combat politique : la question coloniale, des institutions politiques, de la construction d'un front prolétarien et populaire, social et politique pour agir et faire de chaque brèche apportée au système de la pwofitasyon un pas nouveau dans le combat pour l'émancipation.

Patrice Mhidi (Groupe révolution socialiste)

Argentine : ouvrier assassiné. Le 21 octobre, à Buenos Aires, une bande armée (patota) du syndicat Union Ferroviaria (cheminots) a attaqué une manifestation de travailleurs intérimaires licenciés. La mobilisation était soutenue par le Parti ouvrier (PO) et d'autres organisations de gauche. Mariano Ferreyra, ouvrier et étudiant de 23 ans, a été tué et deux manifestants ont été blessés (une femme est dans le coma). La protestation était centrée sur le travail précaire et les privatisations des services publics. Elle fait partie des mobilisations contre la crise capitaliste et la politique du gouvernement Kirchner. À l'annonce de l'assassinat de Ferreyra, la réponse ouvrière, populaire et de la jeunesse a été impressionnante. Un cadre unitaire s'est immédiatement constitué en solidarité avec le PO et pour organiser la riposte. À Buenos Aires et dans les villes de province, des grèves ouvrières, des manifestations de la jeunesse et

des occupations de routes se sont déclenchées. Jeudi 22, à l'appel de plus de 200 organisations, une manifestation centrale a réuni 100 000 personnes devant le palais présidentiel. L'appel des organisations et le PO dénoncent l'intervention directe dans le crime de la bureaucratie syndicale et du gouvernement national. Celles-ci veulent faire porter la responsabilité sur quelques individus de la patota et garder silence sur celles de la police. La défense de la bureaucratie syndicale avec ses privilèges, ses bandes armées, ses affaires, est une question-clé pour le régime politique, afin de contrôler et réprimer le mouvement ouvrier. La mobilisation unitaire continue pour le jugement des responsables et complices de ce crime. Le NPA exprime sa solidarité avec la mobilisation contre l'assassinat de Mariano.

Avortement, il de se reme

40 %

des femmes ont recours une fois dans leur vie à une interruption volontaire de grossesse (IVG).

Pourtant avec les fermetures de centres IVG, les difficultés à assurer la relève chez les médecins qui pratiquent des IVG et un regard social trop souvent négatif, 35 ans après la loi Veil, l'avortement n'est toujours pas un droit. Le combat reste d'actualité et une manifestation est organisée le 6 novembre.

Vente de la santé à la découpe

La politique ultralibérale du gouvernement a ouvert la boîte de Pandore de la santé.

Les assurances privées, les fonds de pension qui étaient en embuscade depuis des années peuvent se frotter les mains ; ils en rêvaient, Sarkozy et d'autres l'ont fait.

L'accès à la santé pour tous et partout n'est plus garanti. La privatisation du système de santé avance à grands pas en laissant sur le bas côté les usagers de la santé les plus précaires.

La Sécurité sociale mise sur pied par le Conseil national de la Résistance était basé sur la solidarité – à savoir cotiser selon ses moyens et soigner selon ses besoins. Aujourd'hui, ce système fait partie du passé.

Le financement des hôpitaux obéit depuis quelques années à la T2A (tarification à l'activité) : le patient est réduit à une maladie qui doit coûter une somme prédéfinie et lorsque le budget est dépassé, c'est à l'hôpital de régler le différentiel. Cela explique le déficit des hôpitaux. Si ce principe a toujours été la règle dans le secteur privé, ce n'était pas le cas pour le public dont la mission est de prendre en charge le patient dans sa globalité sanitaire et sociale et de ne pas sélectionner le malade en fonction de sa rentabilité.

L'application de cette T2A est la mort annoncée de l'hôpital public, car elle contribue à mettre les hôpitaux en « liquidation financière », les contraignant à fermer des services, des établissements et à diminuer drastiquement les effectifs. Les objectifs dictés par ce mode de financement sont inatteignables car incompatibles avec les missions du service public de la santé.

À la T2A s'ajoute aujourd'hui la loi dite Bachelot (Hôpital Patient Santé Territoire) qui, sous le prétexte fallacieux d'efficacité, ferme à tour de bras des services efficaces, compétents et répondant aux besoins de la population (maternité, centre d'IVG, services Sida, chirurgie, urgences..)

Les grands groupes de santé privés affichent des bénéfices colossaux et sont en pleine expansion. La santé représente des milliards d'euros financés en grande partie par nos cotisations sociales qui remplissent les poches des actionnaires pour qui la santé est une marchandise très lucrative.

La santé ne doit pas être à vendre, elle doit rester dans le secteur public, c'est la seule garantie d'être soigné selon ses besoins et pas selon ses moyens.

Le droit à l'IVG menacé

Les premières victimes des réformes du système de santé sont les femmes, car les attaques ont d'abord concerné la gynécologie médicale, puis les maternités (plus d'accouchements avec des durées de séjour plus courtes) et les centres d'IVG qui doivent être plus rentables.

Alors même que différentes commissions ont montré que l'avortement constitue bien pour les femmes l'ultime recours et que le non-remboursement pénalise les plus démunies, le risque de la banalisation de l'avortement est l'argument souvent avancé par les opposants au remboursement. Pour ne pas alourdir le budget de la Sécurité sociale, une dotation budgétaire spécifique de l'État est prévue. Pour que les IVG soient réalisées par des médecins qui y consacrent du temps (au lieu d'être réduits à faire ça à la va-vite ou dans des conditions impossibles, faute de temps, de matériel et de personnel), il faudrait qu'elles soient rémunérées correctement, ce qui n'est pas le cas. En mars 2010, Bachelot a augmenté de presque 50% la tarification des IVG, mais elle reste inférieure à la rémunération d'une intervention similaire après une fausse couche.

Fermetures des centres

En 2000, 793 services pratiquaient des IVG en France. En 2006, 90 avaient fermé et depuis 2009, les fermetures se sont multipliées. Ainsi, à Lyon, le Centre IVG (CIVG de l'Hôtel-Dieu) qui assurait une grande partie des IVG de l'agglomération lyonnaise a disparu quand l'établissement hospitalier a fermé ses portes pour être transformé en hôtel de luxe. En région parisienne, trois CIVG ont déjà fermé (Jean-Rostand à Ivry-sur-Seine, Broussais et Tenon à Paris) et d'autres sont menacés (Poissy-Saint-Germain-en-Laye et Saint-Antoine). Officiellement, il n'est pas question de fermetures, mais seulement de regroupement de services. Mais les moyens ne suivent pas et les centres qui restent se trouvent surchargés. Ainsi, en 2011, les femmes qui auraient avorté à l'hôpital Tenon (500 chaque année) ou Saint-Antoine (650) devront se rendre à l'hôpital Trousseau, sans moyens supplémentaires ni création de postes. Autant dire que les délais d'attente qui, en période estivale, peuvent déjà atteindre deux à trois semaines pour une aspiration ris-

quent encore d'augmenter. Des femmes qui découvrent leur grossesse pendant le délai légal sont ainsi contraintes d'aller avorter à l'étranger. Chaque année, en France, 5000 femmes sont dans ce cas. Les conditions d'accueil des femmes risquent donc encore de se détériorer et elles pourraient ainsi avoir de moins en moins de choix quant à la méthode d'avortement (médicamenteuse ou aspiration) ou à l'anesthésie proposée (locale ou générale). Actuellement, nous assistons à un développement des IVG médicamenteuses (43% des IVG pratiquées en 2008¹), mais cette méthode nécessite un accompagnement adéquat et doit correspondre au choix de la femme et non pas être proposée pour éviter l'aspiration.

35 ans après l'adoption de la loi Veil, il est plus que jamais nécessaire de se battre pour que les textes soient appliqués. Ainsi, de dix ans après la loi du 4 juillet 2001 qui augmentait de six semaines le délai légal pour avorter, de nombreux établissements refusent encore de pratiquer des avortements entre dix et quinze semaines de grossesse. Alors que l'autorisation parentale a été supprimée (il suffit qu'une personne majeure accompagne la femme dans ses démarches), certains exigent la présence d'un des parents.

Manque de médecins

S'il n'est pas question en France de revenir sur la loi Veil sur l'avortement, l'accès à l'IVG pourrait devenir de plus en plus difficile dans les prochaines années, faute de personnes pour la pratiquer. En effet, la génération des médecins « militants » qui se battent pour qu'il existe des centres IVG va partir à la retraite dans les prochaines années. Or, cette activité reste médicalement dévalorisée, elle est à peine abordée au cours des études médicales et les étudiants en médecine sont majoritairement convaincus qu'il n'est pas nécessaire d'autoriser l'avortement, très peu imaginent en faire leur spécialité. La relève risque d'être difficile à assurer.

Par ailleurs, la loi prévoit une clause de conscience que peuvent invoquer les médecins pour ne pas pratiquer l'IVG. Jeudi 7 octobre, un rapport a été présenté au Conseil de l'Europe sur l'objectivité de la conscience en milieu hospitalier. Le rapport préconisait de clarifier et de réglementer l'objection de conscience. Les prestataires

Dans la souffrance, tu avorteras

Lorsque fut votée la loi Veil qui autorisait l'interruption volontaire de grossesse, ce fut la fin des souffrances et des morts dus aux avortements clandestins.

Pour autant avorter reste un acte à part : une femme qui avorte doit toujours se justifier et devrait surtout en être traumatisée. Ainsi, chaque année, à longueur d'articles, journalistes et responsables politiques regrettent que le nombre d'avortements (200 000 par an) ne recule pas. Le fait qu'une femme puisse très bien vivre un avortement est un sujet tabou car cet acte est en général la solution à un échec de la contraception.

Tout est dans la culpabilisation : une femme peut avorter mais surtout dans la souffrance, car elle est, pour certains, une « déviante occasionnelle ». Après tout si les femmes peuvent avorter comme elles veulent et quand elles veulent, ne vont-elles pas faire n'importe quoi ? Le sous-entendu est que, décidément, on ne peut pas faire confiance aux femmes.

Chaque femme a une vision personnelle de la grossesse et lorsqu'elle n'est pas désirée ce n'est qu'un simple embryon, un amas de cellules. Pourquoi devrait-elle souffrir pour un amas de cellules qui ne représente rien d'autre à ses yeux ? Si des femmes qui avortent peuvent mal le vivre, cela dépend aussi de l'accueil que

leur réservent les praticiens. En effet, un avortement qui se passe dans de mauvaises conditions d'accueil et d'écoute est souvent mal vécu.

Lors d'une interruption médicale de grossesse, la situation est différente car il s'agit de grossesse désirée. L'acte médical n'a pas la même signification. Il est clair que certains font volontairement l'amalgame entre IVG et IMG. Surtout par les pro-vie – souvent des chrétiens intégristes regroupant SOS Tout-Petits, Mère de miséricorde, Soigneurs porteurs d'espérance, Laissez-les vivre, etc. – qui, pour empêcher les femmes d'avorter, mettent en garde contre la douleur psychologique qui suivrait obligatoirement. Ils utilisent aussi la peur et la culpabilité, en imposant comme faits scientifiques et réels leurs façons de penser. Ils n'hésitent pas à utiliser des sondages ou des études plus que douteux¹ et des photographies choquantes de fœtus prétendus avortés. Ils prétendent que l'embryon souffre atrocement lors d'un IVG alors que l'inverse est scientifiquement prouvé.

1. Voir l'enquête du père Jean-Régis Fropro (par ailleurs célèbre prêtre exorciseur) a publié, avec Françoise Allard, Le Traumatisme post-avortement (Salvator, 2007) repris comme LA référence sur beaucoup de site pro-vie sur le site : <http://www.libertepolitique.com/respect-de-la-vie/5841-enquete-sur-le-traumatisme-post-avortement>

CHRONOLOGIE

1920 Loi interdisant l'avortement et la contraception.

1942 L'avortement est un crime passible de la peine de mort. En 1943, une femme est guillotinée pour avoir pratiqué des avortements.

1955 L'avortement thérapeutique est autorisé.

1971 343 femmes (personnalités du spectacle, de la littérature et de la politique) déclarent avoir avorté, manifeste publié dans l'hebdomadaire *le*

Nouvel Observateur.

En novembre, à Paris, plus de 4 000 femmes manifestent pour le droit à l'avortement.

1972 Procès de Bobigny, l'avocate Gisèle Halimi fait acquitter une jeune fille de 17 ans qui avait avorté.

1973 331 médecins déclarent avoir pratiqué des avortements.

1974 L'Assemblée nationale vote le projet de

Simone Veil, ministre de la Santé, qui libéralise totalement la contraception. La Sécurité sociale rembourse la pilule. Les mineures ont droit à l'anonymat.

1975 Promulgation de la loi Veil qui dépénalise l'IVG sous certaines conditions pour une période de cinq ans. L'IVG n'est pas remboursée.

1979 Reconduction définitive de la loi Veil.

1982 Loi Roudy : remboursement de l'IVG.

1988 Légalisation de la pilule abortive, RU 486.

1993 La loi Neiertz crée le délit d'enlèvement à l'IVG pour contrer le développement des commandos anti-avortements.

1995 Le 25 novembre, 40 000 personnes manifestent à l'appel de la Cadac pour la défense du droit à l'avortement.

1999 Le NorLevo, médicament permettant une contraception d'urgence, appelé aussi « pilule du

est urgent mobiliser

soins de santé auraient été obligés, selon le texte, d'administrer au patient « le traitement qu'il souhaite et qu'il a légalement le droit de recevoir », malgré leur objection de conscience « en cas d'urgence (et notamment lorsque la santé ou la vie du patient est menacée), ou lorsqu'il n'est pas possible de diriger le patient vers un autre prestataire de soins de santé (en particulier en l'absence de praticien équivalent à une distance raisonnable) ».

Contrairement au projet initial, la résolution adoptée par le Conseil de l'Europe le 7 octobre renforce le droit du personnel médical à l'objection de conscience. Les mouvements pro-vie, notamment l'Alliance pour les droits de la Vie ont organisé une pétition sur le droit à l'objection de conscience. En quelques jours, elle a recueilli 28 000 signatures dont près de 4 300 émanant de professionnels de la santé.

Des amendements pro-vie ont transformé le texte. Le texte adopté vise très directement l'accès au droit à l'avortement, à l'interruption médicale de grossesse (IMG), à certains actes de soins palliatifs, à l'aide médicale à la procréation et il remet en cause les recherches sur l'embryon. On pouvait y lire « nul hôpital, établissement ou personne ne peut faire l'objet de pressions, être tenu responsable ou subir des discriminations d'aucune sorte pour son refus de réaliser, d'accueillir ou d'assister un avortement », ou

encore « affirme, défend et promeut le droit du personnel médical à l'objection de conscience ; elle s'applique non seulement aux médecins, mais à tout le personnel médical engagé directement ou indirectement dans un acte ou une procédure d'avortement, d'euthanasie ; elle s'applique non seulement aux individus, mais aussi aux institutions, hôpitaux et cliniques, privées mais également publiques. »

Tout se passe comme si l'IVG n'était pas un droit mais une tolérance. L'article 1^{er} de la loi Veil ne précise-t-il pas : « La loi garantit le respect de tout être humain dès le commencement de la vie. Il ne saurait être porté atteinte à ce principe qu'en cas de nécessité et selon les conditions définies par la présente loi. » L'avortement est interdit sauf dans les conditions précises où il est autorisé et un médecin qui pratique un avortement au-delà du délai légal est passible d'une lourde condamnation. L'IVG est perçue comme un « mal nécessaire ».

1. Chiffre tiré du rapport de l'Inspection générale des affaires sociales (Igas) paru en février 2010
2. Avortement et contraception dans les études médicales, Maud Gelly Éditions l'Harmattan

Le 6 novembre
Manifestation unitaire nationale à l'appel de l'Ancic - Cadac - Planning familial pour défendre le droit et l'accès gratuit à l'avortement et la défense de l'hôpital public.
Départ à 14 heures de la Place d'Italie à Paris.
Nous rejoignons la manifestation pour la défense des retraites à Bastille.

infos :
mobilisationavortementnov2010.over-blog.com

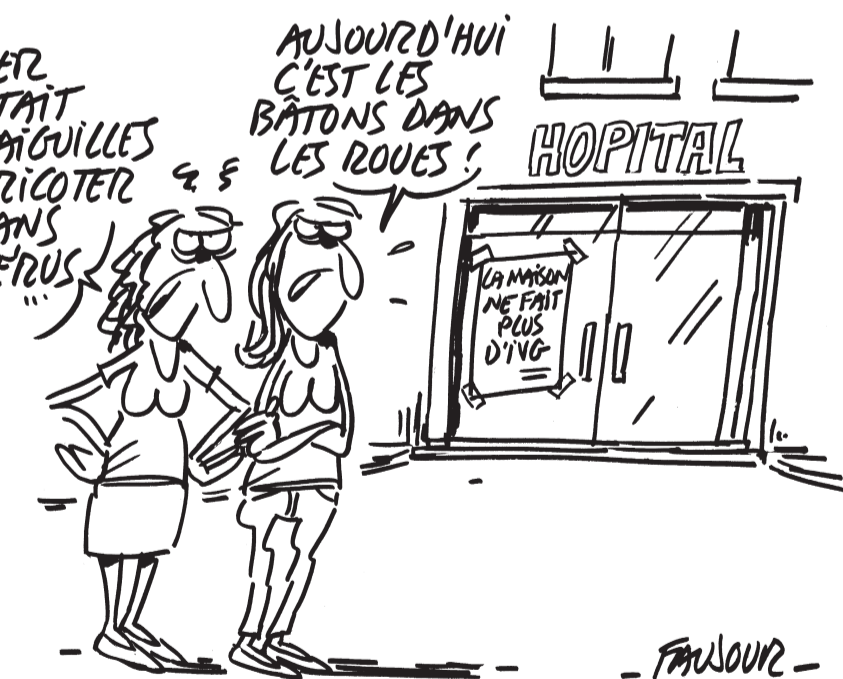
EN LUTTE POUR LES CIVG

Il y a un an, le CIVG de l'hôpital Tenon, à Paris, a été fermé en catimini. Un collectif unitaire s'est constitué dans le 20^e arrondissement pour agir pour la réouverture. Il rassemble des habitants, des syndicalistes CGT et SUD Santé Tenon. Grâce aux luttes menées par le collectif, une antenne d'information a été mise en place : deux infirmières retraitées accueillent les femmes et les dirigeaient vers d'autres hôpitaux. Le collectif a organisé une projection-débat le 16 octobre dernier et il est totalement impliqué aujourd'hui, dans la mobilisation contre la réforme des retraites.

À Lyon, un Collectif pour le maintien de centre d'orthogénie et un Collectif de défense de l'IVG à Lyon se sont mis en place dès l'annonce de la fermeture du CIVG de l'Hôtel Dieu, en 2009. Ils ont exigé que le centre soit transféré dans un autre hôpital lyonnais et ont gagné sur ce point. Ils appelaient à un rassemblement devant l'hôpital de la Croix-Rousse, le 3 novembre et bien sûr à la manifestation du 6 novembre.

À Poissy, face aux menaces contre le centre de Poissy Saint-Germain, un réseau de vigilance a été créé. Il rassemble syndicats, partis politiques et citoyens...

COMBAT POUR L'AVORTEMENT CONTINUË



Les habits propres des anti-IVG

À partir de 1987, les anti-IVG ont importé en France le modèle des commandos anti-avortements nés aux États-Unis. Des associations comme la Trêve de Dieu, envahissent les hôpitaux, harcèlent les femmes et les personnels, dégradent les lieux et les équipements. De 1987 à 1993, plus de 100 opérations ont été perpétrées contre les centres pratiquant des IVG. La première plainte contre ces commandos est déposée par l'hôpital Saint-Louis en 1990. Le parquet la classe sans suite. En général, les procureurs demandent la clémence contre les commandos.

C'est pour pallier ce manque que la loi Neiertz créé en 1993 un délit d'entrave à l'IVG.

Les dernières condamnations ont été prononcées en 1998. Depuis, les anti-IVG ont changé leur stratégies.

Un collectif nommé « 30 ans, ça suffit ! » a été créée en 2005. Il rassemble organisations parmi lesquelles : SOS Tout petits, Comité pour sauver l'enfant à naître, Confédération des familles chrétiennes, Laissez les vivre-SOS futures mères, SOS la vie, La Trêve de Dieu etc. Il organise chaque année, en janvier, La Marche pour la vie.

Les militants anti-avortements s'appellent entre eux « les survivants ». Chaque premier samedi du mois, des Rosaïres pour la vie consistant en des prières à « Saint-Joseph » ont lieu dans de nombreuses villes.

Tractages devant des écoles ou des centres de santé sont couramment pratiqués. SOS Tout Petit diffuse des documents de

dénonciation du Planning familial et des féministes. On peut y lire par exemple à propos de la grossesse en cas de viol : « Le viol, quant il est véritable, est rarement fécond. Un avortement n'arrangerait rien. Il ajouterait un crime à un autre. L'enfant est innocent. »

Le nombre des anti-IVG est impossible à définir précisément. Mais, ils sont regroupés dans une nébuleuse d'associations.

Outre les apparitions publiques, ils agissent de manière quasi occulte sur Internet : un site¹ se fait passer pour un site pour l'IVG, mais il s'agit d'un site pro-vie en réalité qui propose des alternatives à l'IVG comme l'adoption... Ils proposent aussi un numéro vert pour des solutions alternatives.

Par ailleurs, de nombreux numéros d'écoute téléphonique destinés à orienter les femmes enceintes sont tenus pas des anti-IVG, comme Futures Mères (Laissez-les vivre) ou SOS Mamans (Union des nations de l'Europe chrétienne)... Elles tentent de convaincre les femmes qui appellent de ne pas avorter.

D'autres associations proposent un logement aux jeunes femmes comme la Maison de Tom Pouce, les maisons Bethléem, les maisons Amado...

En 2009, des listes anti-avortements ont été déposées dans tous les départements d'Île-de-France, pour les élections régionales.

1. www.ivg.net/ mais à signaler également : www.avortementivg.com

lendemain» est en vente libre dans les pharmacies. Une circulaire signée par Ségolène Royal et datée du 6 février 2000, prévoit sa délivrance, aux mineures, sans prescription médicale ou autorisation parentale, notamment dans les établissements scolaires. Le Conseil d'État juge, le 30 juin 2000, que cette délivrance est « contraire à la législation en vigueur ».

2001 Dans les collèges et les lycées, les infirmières scolaires sont autorisées à délivrer la

pilule du lendemain (Norlevo).

La Loi Aubry dépenalise l'avortement, porte de dix à douze semaines le délai légal de l'IVG, supprime l'autorisation parentale pour les mineures, rend facultatif l'entretien pré-IVG pour les femmes majeures, et autorise la prescription de la pilule RU 486 par les médecins de ville et élimine la restriction de 1975 : l'IVG était laissée explicitement à la femme que sa grossesse « plaçait dans une situation de détresse ».

2002 Les pharmaciens doivent distribuer gratuitement la pilule du lendemain aux mineures.

2003 Le gouvernement Raffarin repousse la proposition du député UMP Garraud, instituant un délit d'interruption involontaire de grossesse.

2004 L'IVG médicamenteuse est autorisée chez les gynécologues et certains médecins généralistes pour les grossesses inférieures à cinq semaines. Un décret organise aussi l'avortement à domicile.

2009 Le Planning familial est autorisé à faire des IVG médicamenteuses. Le décret est publié plus d'un an après l'adoption de la loi.

Le Conseil constitutionnel se prononce contre la délivrance du RU 486 par les sages-femmes, une disposition contenue dans la loi « Hôpital, patients, santé, territoires » votée en juin.

Quelques sites

www.ancic.asso.fr ; <http://martinwinckler.com>
www.planning-familial.org



Chaque semaine, nous consacrons une page à la préparation du congrès du NPA qui aura lieu les 10, 11 et 12 décembre prochains. Cette semaine, nous publions deux tribunes concernant le texte : Nos réponses à la crise.

POSITION 1 & 3

Nos réponses à la crise

Le texte Nos réponses à la crise tient une place un peu particulière dans notre Congrès. Il a été élaboré au cours d'un travail collectif associant des membres de différentes commissions de travail du NPA, parmi lesquelles le Groupe de travail économique, la Commission nationale écologie, la Commission intervention sur les lieux de travail. Loin d'être figé, il devra encore être débattu, enrichi, amendé par les comités afin de devenir un véritable « bien commun » de notre parti. Comme l'indiquent les signatures de cette tribune, ont travaillé sur ce document des militantEs se reconnaissant dans la position 1 ou dans la position 3.

Dans la puissante mobilisation pour le retrait de la contre-réforme des retraites s'affirme le refus de payer la crise du capitalisme. Avec son cortège de licenciements, d'expulsions et de vies broyées, cette crise globale est celle d'un système qui entraîne l'humanité dans une impasse économique, écologique et civilisationnelle. En prendre toute la mesure, y opposer des réponses anticapitalistes, tels sont les objectifs du texte *Nos réponses à la crise*. Avec ce document, le NPA ne prétend pas détenir le « parfait mode d'emploi » pour y parvenir, mais apporter sa contribution, conscient que les solutions s'écriront dans le combat commun et qu'elles seront pour beaucoup inédites.

Derrière leur discours sur la « moralisation du capitalisme », les dirigeants des grandes puissances ont sanctuarisé les revenus du patronat. Non seulement les plus

riches reçoivent des cadeaux fiscaux accélérant l'endettement public, mais ils perçoivent ensuite les intérêts de la dette. Les classes dirigeantes ont redoublé d'ardeur dans la guerre sociale. Le sud de l'Europe leur sert de laboratoire ; les populations y affrontent des plans d'austérité d'une rare violence, concoctés par des gouvernements « socialistes ». Mais tous les pays sont peu à peu concernés. En France, des retraites aux hôpitaux en passant par le logement et l'éducation, c'est tout le système social qui est attaqué. La violence économique s'accompagne de régressions démocratiques et de la montée des extrêmes droites. L'idéologie néolibérale ayant du plomb dans l'aile, les classes dominantes s'efforcent d'instrumentaliser les problèmes écologiques pour s'en prendre aux revenus et aux conditions de vie des exploités. Mais rien n'est fait pour arrêter la crise du climat, des écosystèmes, de la biodiversité, de l'eau et des sols.

La sortie de crise nécessite un renversement du rapport de forces par la mobilisation pour rejeter les plans d'austérité, imposer des mesures d'urgence et porter un gouvernement de rupture, un gouvernement par et pour les travailleurs.

Les profits exorbitants, confisquant une part toujours plus importante de la richesse produite, sont à l'origine de la spéculation et de la crise financière. Il est urgent de défendre nos vies contre leurs profits, d'augmenter les salaires, de garantir à chacunE un revenu décent, d'interdire les licenciements et la précarité. De permettre à toutes et tous de travailler, moins longtemps,

moins durement, d'étendre la protection sociale, le salaire socialisé, de garantir l'accès au logement, l'eau, l'énergie, les transports tout en préservant les ressources et le climat avec des services 100% publics.

Contrairement à ce que vantent tant d'idéologues libéraux, démocratie et marché ne font pas bon ménage, bien au contraire ! Il est urgent de conquérir le droit de décider et contrôler, ce droit réservé aujourd'hui à une minorité. Conquérir la démocratie suppose donc de rompre avec des institutions vouées à la défense des privilégiés, rompre avec l'Europe de la finance pour construire l'Europe des travailleurs et des peuples, en finir avec le militarisme et l'impérialisme.

Il est urgent de prendre le contrôle du secteur financier avec trois mesures clés : l'annulation de la dette illégitime, la socialisation du système de crédit et le contrôle des capitaux.

Derrière ces urgences, il y a l'indispensable rupture avec le capitalisme et le productivisme, s'appuyant sur le développement de l'auto-organisation et des expériences d'autogestion. Cette rupture est nécessaire à la mise en œuvre d'une planification écologique et démocratique organisant rationnellement la production.

Sortir de la crise, c'est aller vers une autre société, celle du partage, de la coopération des peuples, de la liberté et de l'émancipation, du développement humain réconcilié avec l'impératif écologique : le socialisme du XXI^e siècle.

Pierre-François Grond (P.1), Philippe Légié (P.3), Christine Poupin (P.1), Stéphanie Treillet (P.3)

POSITION 2

Face à la faillite capitaliste : la nécessité du socialisme

La crise actuelle est la plus grave depuis 1929. Or celle-ci n'avait pu être résolue que par la guerre mondiale et les destructions qu'elle causa.

C'est à des bouleversements à cette échelle que notre congrès doit préparer le NPA. Le débat sur la crise doit nous permettre d'en comprendre les mécanismes, leurs conséquences, et nous aider à définir une orientation qui y réponde.

CRISE DU CAPITALISME, PAS DU LIBÉRALISME

Dans les années 1980, les principales puissances impérialistes ont engagé un tournant économique « libéral ». Dans une situation de stagnation économique, l'objectif était de parvenir à une remontée des taux d'exploitation, donc revenir sur toute une série de concessions faites antérieurement aux travailleurs (le « modèle social » de l'après-guerre) et faire sauter toute une série d'entraves aux mouvements du Capital.

Ce tournant, rendu possible par les défaites ouvrières des années Thatcher-Reagan, dans un contexte de concurrence internationale accrue et de ralentissement économique, aboutit à une modification importante des rapports sociaux et économiques.

Mais en fait, la crise n'a pu être contenue que par un endettement de plus en plus extravagant : les dettes des USA et des pays d'Europe ont maintenu artificiellement l'économie et les profits. Cela n'a pas empêché les crises financières de se succéder, pour éclater en crise mondiale : la dette était devenue incontrôlable, les risques

trop importants pour les banques, en particulier pour les prêts dans l'immobilier américain, victime d'une forte surproduction.

Depuis la crise s'est déployée, en particulier dans le secteur de l'automobile, aussi soumis à une forte surproduction, et dans les pays capitalistes les plus fragiles (Grèce, Espagne, Irlande, Islande...). Pour faire face, il a fallu encore recourir à l'endettement (la dette publique de la France est ainsi passée de 63,7% du PIB en 2007 à 78,1% en 2009).

C'est donc à une guerre de classes encore accentuée qu'il faut se préparer. Partout, les gouvernements attaquent retraites et services publics, réduisent les salaires des fonctionnaires (5% en Espagne, 3% en France). Les patrons licencient et le chômage explose.

La bataille sur les retraites en France n'est que le début de nombreuses luttes de classe.

LA SEULE ALTERNATIVE : LE SOCIALISME !

Le PS et le Front de gauche revendiquent une politique « keynésienne » : on augmenterait les salaires, les dépenses de l'État pour stimuler l'activité et le tour serait joué. Mais cela n'aboutirait qu'à creuser encore les déficits et ne mènerait en pratique qu'à de nouvelles attaques contre les couches populaires ! En fait, parvenus au pouvoir, ces réformistes s'aligneraient sur le diktat des capitalistes comme leurs homologues espagnols ou grecs. Quand le système est en crise profonde, il n'y a pas de place pour une politique réformatrice.

Face à ces utopies, nous devons incarner une radicalité

anticapitaliste. La seule issue est de renverser le capitalisme, de mener une politique économique axée sur la satisfaction des besoins sociaux, de s'engager dans la voie du socialisme.

Dans ce contexte, le NPA doit combiner une stratégie pour les luttes face au renoncement des directions syndicales et de la gauche officielle, avancer des mots d'ordre anticapitalistes et populariser un projet socialiste.

Il nous faut une plateforme anticapitaliste : interdiction des licenciements, répudiation de la dette publique, échelle mobile des salaires, défense des acquis menacés (retraites, enseignement, etc.), et aboutissant au mot d'ordre de gouvernement des travailleurs, seule possibilité pour mener une telle politique.

Le document *Nos réponses face à la crise*, présenté par les positions 1 et 3, défend une analyse tronquée de la crise de surproduction actuelle et tend à la réduire à une crise financière ainsi que le défendent les « anti libéraux ». Les ambiguïtés de la partie « démocratie » sont aussi évidentes : on réduit le changement social à plus de démocratie (plus de cogestion...) dans les entreprises et à des évolutions institutionnelles, dans le cadre du système. Ce document ressemble plus à un programme de gouvernement PG-compatible qu'à un programme d'action pour les luttes, pour la prise du pouvoir par les travailleurs.

Notre congrès devra donc poursuivre le débat pour doter notre parti du programme socialiste, révolutionnaire, dont nous avons besoin. Les luttes actuelles en illustrent la nécessité et l'actualité.

Il y a cinq ans, le feu dans les banlieues

Alors que nous connaissons actuellement une révolte sociale de grande ampleur, il ne faudrait pas oublier qu'il y a cinq ans la France a connu une révolte sociale importante dans les quartiers populaires.

Le 27 octobre 2005, à Clichy-sous-Bois, Zyed et Bouna, poursuivis par des policiers, sont morts électrocutés après s'être réfugiés dans un transformateur électrique. Deux jours plus tard, les CRS lançaient une grenade dans la mosquée de Clichy-sous-Bois pendant la prière. La révolte s'est alors propagée dans tout le pays durant trois semaines. Depuis la situation dans les quartiers populaires s'est encore dégradée. Le plan « Dynamique espoir banlieue » lancé en grande pompe, en 2008, par Sarkozy n'est évidemment qu'un leurre. Bernard Genin, le maire de Vaux-en-Velin dit d'ailleurs de ce plan que ce n'est que « pipeau et compagnie ».

Ce qui n'est pas que « pipeau et compagnie » en revanche, c'est la politique ultra-sécuritaire dont sont victimes les habitants des quartiers populaires. Sarkozy et son gouvernement ont lancé contre eux une véritable guerre policière qui fait des morts parmi les habitants. Les nombreuses victimes de violences policières ne sont que la face visible de ce que vivent au quotidien les habitants des quartiers dans l'indifférence générale: harcèlement policier, contrôles d'identité au faciès, humiliations, tutoiements, descentes de police et interpellations musclées, tirs au flash ball et au tazer, survols en hélicoptère, déploiement de forces spéciales...

Certains au sein même de la police commencent à s'inquiéter: « Cette militarisation des interventions est déplorable disait récemment Yannick Danio, délégué national de l'Unité police SGP-FO. C'est l'escalade, quand on aura fait ça, on n'aura plus qu'à envoyer l'armée. »

On a trop peu insisté d'ailleurs sur le « traitement spécial » auquel avaient droit les lycéens des quartiers populaires mobilisés contre la réforme des retraites.

Sarkozy cherche évidemment à faire des habitants les boucs émissaires de la crise économique en désignant ces quartiers comme des zones de non-droit, des « territoires perdus de la république » infestés de « racailles ».

EFFETS DÉMULTIPLIÉS DE LA CRISE

Or, si les habitants laissent parfois éclater leur colère face notamment aux violences policières, c'est d'abord parce que leurs quartiers sont les plus durement touchés par la crise économique.

Comme le fait remarquer Mohammed Mehmache, président d'AC Le Feu, « l'insécurité sociale existe partout, mais dans ces quartiers, elle est bien plus profonde,

bien plus sévère qu'ailleurs. »

La dernière étude disponible de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles (751 zones regroupant près de 5 millions de personnes) publiée fin 2008, montre que la part des habitants vivant sous le seuil de pauvreté (908 euros mensuels) est trois fois plus importante qu'ailleurs (33,1% contre 12%). Le taux de chômage frôle les 20% (40% pour les jeunes) et il a augmenté de près de 60% depuis janvier 2008 (+104% pour les jeunes diplômés bac+3 et plus).

Sans compter que ces difficultés sociales se croisent avec les discriminations racistes de toutes sortes subies par les habitants (discriminations à l'embauche, au logement, islamophobie...).

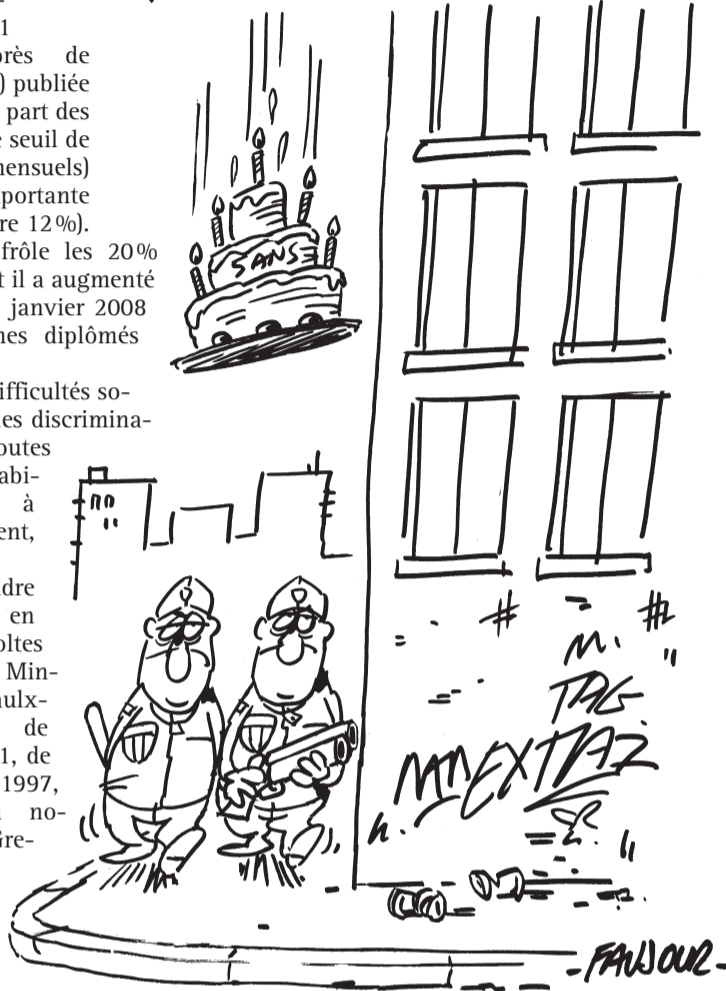
On ne peut pas comprendre la révolte des quartiers en 2005 ni même les révoltes plus localisées des Minuettes en 1981, de Vaulx-en-Velin en 1990, de Mantes-la-Jolie en 1991, de Dammarie-les-Lys en 1997, de Villiers-le-Bel en novembre 2007 ou de Grenoble durant l'été 2010, sans avoir tous ces éléments à l'esprit.

Certains à droite mais aussi à gauche cherchent à dépolitiser ces révoltes en présentant notamment les révoltés comme des « délinquants ». Sarkozy ministre de l'Intérieur à l'époque n'hésitait pas en 2005 à affirmer que « 75 à 80% des émeutiers » interpellés étaient des « délinquants bien connus » et que ces « émeutes » traduisaient leur volonté de « résister à l'ambition de réinstaurer l'ordre républicain » alors qu'une étude des comparutions immédiates au tribunal de Bobigny montrait l'exact contraire³.

POUDRIÈRE

Cinq ans après, rien n'a vraiment changé et avec la crise la situation s'est même aggravée. Les quartiers sont une vraie poudrière prête à éclater à la moindre étincelle. Il ne faudrait pas, si ça arrive, que de nouveau les habitants des quartiers soient quasiment seuls face à la machine de guerre de Sarkozy. Non seulement les

CLICHY: JUSQU'ICI TOUT VA BIEN...



habitants des quartiers risqueraient alors d'être encore plus écrasés qu'avant sous la répression la plus implacable, mais Sarkozy pourrait en profiter pour affaiblir le mouvement social en utilisant les préjugés racistes pour retrouver une légitimité politique. Pour éviter cela, le mouvement social doit renouer les liens avec les militantEs et les habitantEs des quartiers, en faisant l'effort d'intégrer pleinement leurs mobilisations et revendications spécifiques notamment contre les violences policières et les discriminations.

Laurent Sorel

1. *l'Humanité*, 27 octobre 2010
2. *ibid.*
3. *Tout est à nous!* la Revue n°9, avril 2010

courrier

Pour nous écrire, pour prendre contact: redaction@npa2009.org // NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Un peu d'histoire, parfois ça fait du bien. M. C. (mail): L'entente Sarkozy - Merkel (et Brown!) ne devrait pas nous étonner! Rappelez-vous comment ceux qui se battaient, se réconciliaient sur le dos du peuple. C'était en 1871... Comme le prouve la correspondance télégraphique qu'il entretient avec Jules Favre qui négocie la paix avec les Allemands, Thiers bénéficie de l'appui du chancelier allemand Bismarck. Il s'agit en effet de mettre au plus tôt fin aux hostilités entre la France et l'Allemagne, une des conditions étant le désarmement de Paris. Alors que la convention d'armistice n'autorise que 40000 soldats français en région parisienne, Bismarck libère rapidement près de 60000 prisonniers de guerre qui peuvent s'adjoindre aux 12000 soldats dont dispose Thiers. Le 1^{er} avril, Thiers avoue à l'Assemblée nationale qu'il met sur pieds « une des plus belles armées que la France ait possédées ». Les « Versaillais » sont 130000 au début de la Semaine sanglante. Ces soldats d'une armée de métier (service de sept ans) sont surtout issus du milieu paysan. Les conseils de révision écartent

la plupart des jeunes gens des villes pour « déficience physique », en raison des conditions de travail que l'industrie de l'époque impose aux jeunes ouvriers, malgré la loi de 1841 sur le travail des enfants. Ils sont commandés par le vaincu de Sedan, le maréchal de Mac Mahon. En « banlieue » nord et est de Paris, qu'ils contrôlent, les Allemands laissent passer les troupes versaillaises qui veulent contourner Paris. De plus, les Allemands, par convention avec le gouvernement Thiers, occupent le Chemin de fer du Nord, établissent un barrage de troupes de la Marne à Montreuil et massent 80 canons et 5000 soldats près de la Porte et du fort de Vincennes (tenus par les fédérés de la Commune) bloquant ainsi la sortie par l'est de la capitale. Et lors de la répression, il y a bien eu des rafles des Parisiens, avant et pendant les massacres! Pourtant, ce qui reste de la Commune, c'est le courage, l'abnégation, la solidarité ouvrière, la place prise par tous, femmes, enfants, au même titre que les hommes, et surtout l'organisation communiste au sens étymologique

du terme. Et de superbes chansons qui nous rappellent « qu' M^{me} Marianne a la peau brune, du chien dans l'entre... » et prémonitoires, « ...tout ça n'empêche pas, Nicolas, qu'la Commune n'est pas morte! »

Normicides du 21 octobre fait fausse route.

Michel B. (Saint-Denis): L'éloge de la peau flasque dans Normicides du 21 octobre conduit le ou les rédacteurs anonymes à des comparaisons peu convaincantes. Ainsi, en est-il de la mise sur le même plan des exercices d'abdo-fessiers et de la capoeira. Rien à voir! La capoeira était une méthode de combat à l'époque de l'escalavage au Brésil, méthode de combat mais aussi une danse. Elle a symbolisé une forme de rébellion des esclaves et on peut retrouver dans toutes les colonies des danses de combat similaires sous d'autres noms: damier ou ladja en Martinique, kalenda à la Dominique, moringue dans l'Océan indien, par exemple. L'escalavage des plantations a disparu. La capoeira est restée avec les mêmes

caractéristiques: une danse avec des coups simulés et non portés qui n'a rien à voir avec les exercices de gonflette musculaire. « Normicider » n'est donc pas forcément raison. Ça peut même devenir une norme!

Sarkozie. H. Z. (Pantin): Dans les deux *Tout est à nous!* ils s'opposent toujours. « Le pouvoir » c'est-à-dire: gouvernement + Parlement, et « la population ».

Comme s'il n'y avait pas derrière « la Sarkozie » (!) des véritables pouvoirs qui tirent les ficelles de leurs pantins. Il n'est presque jamais question des actionnaires et des conseils d'administration ou des fameuses cent familles qui décident de ce que « le pouvoir » peut faire, ou non! Peut-être il y a encore quelques vieux qui se rappellent d'Allende-Pinochet ou au moins du programme commun de l'union de la gauche (1981/82) et ses suites. Sinon on se demanderait si le NPA est vraiment un parti anticapitaliste ou en route vers la « révolution à travers les urnes » du Front de gauche!

l'essai

LKP, GUADELOUPE LE MOUVEMENT DES

44 JOURS

F. GIRCOUR

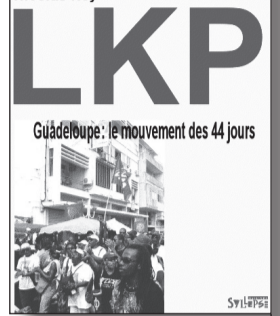
N. REY

Syllepse

190 pages

15 euros

Frédéric Gircour
Nicolas Rey



« Sommes-nous des Français à part entière ou bien des Français à part ? »

Aimé Césaire posait déjà la question... en 1967. Le livre de Gircour et Rey donne une réponse: Français peut-être, mais Guadeloupéen, Antillais, sûrement et à part entière!

C'est le récit de 44 jours d'insurrection qui firent plier les Békés, la bourgeoisie locale et la puissance coloniale: la France. Une grève générale totale, déterminée de tout un peuple: le front unique enfin abouti. Il portait un nom: LKP pour Lyannaj Kont Pwofitasyon (rassemblement contre l'exploitation). Une levée en masse qui ne dut ses scènes de violence qu'à la protection des intérêts impérialistes par la puissance coloniale: la France.

C'est aussi un retour sur l'histoire de l'île, l'esclavage aboli puis rétabli (1802) puis aboli de nouveau (1848) qui continue de marquer tout un peuple. Ses nombreuses révoltes, les répressions sanglantes jusqu'à l'horreur de 1967 (85 morts) qui ont marqué au fer rouge la conscience collective. Ce livre est surtout un bilan de cette lutte exemplaire. « Fermer d'autorité les entreprises, comme le LKP l'a fait régulièrement, a eu l'effet paradoxal, de libérer des salariés du chantage implicite ou explicite exercé par leur patron et leur a permis effectivement de pouvoir faire grève, de manifester sans être inquiétés, ce que la loi, à elle seule, ne garantit pas. »

Quelle autorité, quelle légitimité acquise par le mouvement pour réussir à imposer au patronat un tel rapport de forces! Que d'encre et de bave cette intransigence de classe n'a-t-elle pas fait couler, alors que l'évidence était là: le LKP était le peuple. Cet ouvrage tombe plutôt à pic: le mouvement actuel de mobilisation en métropole contre la politique du gouvernement a bien sûr ses effets aux Antilles. Les attaques que nous subissons, ils les subissent aussi, doublées de mépris raciste. (voir aussi page 5)

Antoine Detaine

Les auteurs présenteront leur livre à librairie La Brèche, 27, rue Taine 75012 mardi 19 novembre à 19 heures. Tél.: 01 49 28 52 44
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.

Pas de racisme dans les médias

Le 28 octobre, quelques heures avant la grande manifestation pour les retraites, une vingtaine de personnes (syndicalistes et militants du NPA) se sont rassemblées devant le centre de formation des journalistes (CFJ), rue du Louvre à Paris. Elles répondaient à l'appel du SNJ-CGT (syndicat de journalistes), qui entendait protester contre l'invitation par le CFJ de Jean-Marie Le Pen pour une séance de questions réponses avec les étudiants. Les discussions avec les étudiants présents ont révélé un véritable choc des cultures. Aux questions des syndicalistes sur le «scandale» que signifiait l'invitation d'une personne ouvertement raciste, ils répondaient ne pas voir le problème dès lors que Le Pen était président d'un parti politique qu'ils auraient l'occasion de rencontrer au cours de leur vie professionnelle. Un intervenant nous disait malgré tout estimer que ce n'était pas une bonne chose dans la mesure où ces apprentis journalistes ne seraient pas capables selon lui de contrer Le Pen. La séance de questions réponses lui a donné partiellement raison. En effet, après un discours du directeur du centre justifiant l'invitation, deux étudiants ont parlé quelque dix minutes, l'un sur la vie politique de Le Pen, l'autre sur la «droitisation» (!) de l'Europe. Le tout sans aucune critique. À tel point que Le Pen lui-même a tenu à aborder les «accusations de racisme» à son encontre. Égal à lui-même, il a proféré une série de contre-vérités et de gros mensonges parmi lesquels : 5% des étrangers viennent en France pour travailler et 95% sont demandeurs d'aides sociales ; 80% des personnes emprisonnées sont des immigrés, d'où l'évidence du rapport entre immigration et délinquance ou encore, les familles sub-sahariennes avec sept ou huit enfants, multipliés par quatre du fait de la polygamie et bien sûr, aucun étranger n'a de problème de logement, puisqu'avec tous ces enfants, ils sont prioritaires!

La bonne nouvelle est que deux étudiants ont contredit le président du FN, sur une trentaine et c'est donc aussi la mauvaise nouvelle. Il semble que les prochaines fournées du CFJ nous réservent encore beaucoup de petits Pujadas, Chabot et autres Pernault.

Bordeaux: non à la répression!

Vendredi 29 octobre, cinq militants de Solidaires 33 ont été arrêtés à la suite d'une tentative d'opération escargot sur le pont d'Aquitaine à Bordeaux. La police, de toute évidence au courant, a manifestement voulu taper fort puisque comme le raconte la journaliste de *Sud-Ouest* présente sur les lieux «Des dizaines de sirènes se mettent à hurler. Motos, voitures, fourgons des CRS, prévenus de l'opération, arrivent en trombe...» La soixantaine de militants est bloquée net. Très vite, une centaine de militants Solidaires mais aussi FSU, FO, CNT, Confédération paysanne, NPA, PG ou GU se sont relayés devant le commissariat central où trois des militants arrêtés ont été mis en garde à vue jusqu'en début d'après-midi, avec retrait immédiat du permis de conduire pour un mois et risque de sanctions ultérieures.

Une répression et une garde à vue inadmissibles contre des militants protestant contre la réforme des retraites. Le NPA exige la levée de toutes les sanctions!

Répression antimilitant à Dunkerque

Vendredi 22 octobre : nouvelle action de l'interpro du Dunkerquois pour élargir le mouvement de grève reconductible. Avec les syndicalistes de l'usine déjà en grève, des militants bloquent l'entrée du site Ascometal-Valdunes, pour permettre un meeting à ciel ouvert avec les travailleurs des équipes entrantes et sortantes. La police est présente mais discrète, et tout se déroule dans une atmosphère bon enfant. Mais ce n'est pas du goût de tous les flics : hors de la vue des manifestants, notre camarade de SUD CT et du NPA, Christian, tombe dans un véritable traquenard en voulant nous rejoindre. Un policier lui donne délibérément des ordres flous et contradictoires, et voilà Christian brutalement arrêté, menotté et conduit au commissariat en garde à vue avec un motif encore indéterminé, entre «refus d'obtempérer» et «tentative d'homicide avec arme [sa voiture] sur personne dépositaire de l'autorité publique»! Ce sera finalement «violences volontaires avec arme» (chef d'accusation pour la convocation au tribunal le 10 décembre).

Notre camarade Christian se retrouve devant une accusation très grave (il risque la prison): c'est un climat de peur envers les militants que cherchent à imposer les autorités. C'est leur seule réponse au puissant mouvement social qui s'est exprimé à Dunkerque par des manifestations fournies : régulièrement de 6 000 à 12 500 manifestants depuis septembre.

Un rassemblement de nombreux citoyens de tous horizons devant le commissariat, avant la manifestation du 28 octobre, a permis d'exprimer une première solidarité à Christian. Les syndicats SUD lui apportent un soutien très actif et le Syndicat de la magistrature s'occupe aussi du dossier de notre camarade.

Continental Toulouse-Foix-Boussens : «Pépé» est tombé à l'eau

Avec la consultation bidon du 13 septembre sur son plan de réduction de 8% de la masse salariale - d'abord appelé plan «Pépé» pour «productivité-pérennité», puis plan de «maintien de l'emploi» - la direction de Continental a subi un échec : entre les «non» et les refus de vote, 57% du personnel a rejeté ce plan.

Depuis, la direction fait le forcing pour tenter de faire renoncer les deux syndicats majoritaires, CGT et CFDT, à s'opposer à l'accord signé par les syndicats minoritaires. Elle a annoncé aux élus des salariés, puis dans la presse que si le plan n'était pas signé, 1 000 emplois étaient menacés (500 à Foix, 200 à Boussens, soit la totalité des deux sites, et 300 à Toulouse sur 1 800).

Vendredi 8 octobre, elle a carrément organisé la perturbation d'une assemblée du personnel appelée par la CGT et la CFDT pour rendre compte du comité d'entreprise extraordinaire convoqué par la direction le matin même. 200 cadres dirigeants, ayant hélas entraîné certains de leurs subordonnés, se sont mis à hurler quand les responsables syndicaux

prenaient la parole... Depuis, ils font circuler une pétition réclamant la démission des syndicalistes opposés au plan «Pépé» et l'organisation d'élections professionnelles anticipées... Ainsi va la «démocratie» patronale à Continental... une minorité veut imposer ses choix à la majorité. Incapable de parvenir à ses fins, la direction a sollicité l'aide des pouvoirs publics, réclamant une «*médiation pour le maintien de l'emploi à Continental*». Nommé par le préfet, le médiateur, Jean-Louis Chauzy, président du Conseil économique et social de Midi-Pyrénées, multiplie les réunions en préfecture, prétendant «*reprendre le chemin de la négociation après le mauvais climat social*», mais sans jamais dénoncer les pressions de la direction, seule responsable de ce «mauvais climat social», sur les syndicalistes. Les deux réunions de «médiation» des 14 et 22 octobre se sont soldées par un nouvel échec pour la direction : la CGT et la CFDT confirmant leur opposition à l'accord, Olivier Grimoux, pour la CGT, et Sami Hamida, pour la CFDT, dénonçant toujours le «chantage à l'emploi» des patrons des trois sites midi-pyrénéens qui

prétendent réduire la masse salariale quand ils ont réalisé 39 millions d'euros de bénéfice en 2009.

Imperturbable, Jean-Louis Chauzy convoque une troisième réunion pour le mardi 2 novembre et «*s'il le fallait, [...] une quatrième lundi 8 novembre*». On se demande bien pourquoi... Jouerait-il sur son prestige d'ancien dirigeant aveyronnais de la CFDT dans les années 1980 pour convaincre les syndicalistes de Continental de céder?

Il n'y a guère de risque qu'une telle «médiation» aboutisse quand l'exemple de la résistance au chantage est venue d'Allemagne, de Continental Regensburg (6 000 salariés), où, consultés par un référendum syndical - parfaitement démocratique celui-là -, les deux tiers des adhérents d'IG Metall ont refusé le plan de la direction locale qui prévoyait une semaine de travail de 37 heures payées 35 de 2011 à 2013, 36 heures payées 35 de 2014 à 2016¹.

Correspondant

1. www.igmetall-conti-schaeffler.de/Ansicht.81+M56b845a79dc.0.html

Grève à la déchetterie d'Ivry-sur-Seine

«**Q**uand les éboueurs sont en grève, les ordures sont indignés.» Jacques Prévert

Depuis le 12 octobre, les agents grévistes du nettoyage de la ville de Paris bloquent l'entrée du centre d'incinération d'ordures ménagères d'Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne). Les grévistes empêchent également la sortie des bennes garées dans les deux garages attenants. Après être parvenus à faire éteindre le premier four, ce fut le tour du second quelques jours plus tard, mettant le centre totalement à l'arrêt. Mais les grévistes ne se battent pas pour éteindre des cheminées, ils se battent contre la réforme des retraites, pour l'emploi et les salaires, notamment l'embauche de 758 éboueurs au statut, la re-municipalisation de l'ensemble des tâches confiées au privé, etc. Dans le mouvement, les grévistes ont reçu un soutien certain, que ce soit de la part de la population au travers de barbecues organisés sur le site, ou des salariés des environs en lutte lors des manifestations appelées par l'intersyndicale des 5^e-13^e arrondissements des 26 octobre et 2 novembre qui se sont terminées sur le site. Ainsi, des cheminots de la gare d'Austerlitz, de Montparnasse, des agents de la Pitié-Salpêtrière, etc. se sont rendus sur le site depuis le début de l'occupation. En revanche, de la part de Bertrand Delanoë, maire de Paris, et de fait employeur

des agents du nettoyage, aucun soutien concret mais plutôt une attitude classique de patron tentant de casser la grève. Ainsi, dans un communiqué du 27 octobre¹, la CGT-nettoiepointe les contradictions du maire PS de Paris qui, dans la rue, dénonce le gouvernement et l'appelle à entendre le mouvement social mais qui en tant qu'employeur n'hésite pas à faire appel à des entreprises privées (Veolia, Suez, etc.) pour remplacer les grévistes, réduisant d'autant l'impact du blocage et de la grève. Le maire socialiste préfère casser la grève de ses propres employés en finançant avec de l'argent public des grands groupes privés déjà en compétition pour se partager le ramassage dans les arrondissements de Paris, plutôt que de répondre aux revendications des grévistes sur les salaires et l'emploi. Portée par le mouvement d'ensemble, l'action des éboueurs parisiens est en mesure de faire céder la Mairie de Paris. D'ores et déjà, les grévistes ont déclaré qu'ils étaient là jusqu'à Noël s'il le fallait! Alors, le soutien doit lui aussi être à la hauteur de la détermination des salariés. Les militants d'Île-de-France du NPA s'y emploieront.

Correspondant

1. http://us-cgt-spp.org/nettoiepointe/nettoiepointe_139_54_101027.php



Usine du Tiru, Ivry. Pique-nique de solidarité avec les grévistes, le 24 octobre. (PHOTO THÉÂTRE ROUGE/DA)

Quand la justice de classe casse la jeunesse...

Vendredi 29 octobre 2010, à 17 heures au tribunal de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), encore une comparution immédiate sous haute surveillance policière à la suite de la manifestation de la veille, encore trois personnes au hasard, trois jeunes cette fois-ci. Le premier, 27 ans, vit de petits travaux, de chèques emplois services. Il a apporté des fumigènes à la manifestation pour amuser la galerie. Devant la sous-préfecture, il a eu l'audace d'allumer une fusée face aux gardes mobiles qui ont ressenti «de l'émoi» et demandent des dommages et intérêts. Encore une fois, il n'y a eu aucun blessé côté flics, mais trois se portent partie civile et demandent des dommages et intérêts. Le second, tout juste 18 ans, est lycéen en bac pro, en rupture familiale, il vit en foyer. Il a eu l'audace devant la sous-préfecture de lancer une bouteille de mousseux vide contre un poteau à trois mètres devant lui.

Le troisième, 19 ans, sans emploi, en rupture familiale, placé en foyer par la Protection judiciaire de la jeunesse, un casier, aurait eu l'audace de jeter des canettes vides devant lui. Tous trois reconnaissent les faits et n'ont pas demandé d'avocat pendant leur garde à vue. Tous trois s'excusent. L'un d'eux s'effondre et se met à pleurer dans son blouson. La procureure insensible dresse un portrait d'une jeunesse dangereuse, proche de la délinquance, une jeunesse qu'il faut enfermer, une jeunesse qui n'est même pas capable, mon Dieu, de justifier ses actes de colère envers les forces de l'ordre. Une jeunesse qui est venue casser du flic et qui va finir ce soir en prison. M^e Lemoigne et M^e Lioret, avec fougue, tentent d'obtenir la nullité des gardes à vue et la relaxe des prévenus. Ils demandent au tribunal de faire confiance à la jeunesse, de ne pas l'incarcérer pour des faits si minimes.

Pendant le délibéré de 8 minutes, nous essayons de reconforter prévenus et familles. Le jeune de 19 ans s'effondre à nouveau en larmes. Verdict d'une voix inaudible : trois mois avec mandat de dépôt pour celui de 27 ans, un mois sans mandat de dépôt pour le lycéen que nous récupérons hagard à la sortie, deux mois avec mandat de dépôt pour le troisième de 19 ans. Les condamnés partent en prison, les forces de l'ordre mettent la sirène pour amener nos chétifs «terroristes». Encore une fois, la disproportion entre les faits et les peines me donne la rage, encore une fois, la justice s'en prend à des gamins que la vie a déjà esquinés. Encore une fois... on ne s'habitue jamais à cette justice de classe, expéditive, à cette justice qui casse...

Nathalie (Comité de défense des libertés fondamentales contre les dérives sécuritaires-Codelib)

Troisième conférence anticapitaliste européenne, un pas en avant encourageant

Les 16 et 17 octobre s'est tenue à Paris la troisième conférence anticapitaliste européenne à l'initiative du NPA et du SWP britannique. Elle a réuni 22 organisations¹ de 16 pays. Le fait qu'elle ait lieu au cœur du mouvement contre la réforme des retraites en France venait souligner la nécessité de coordonner les luttes au niveau européen et, plus modestement, celle pour les anticapitalistes de coordonner leur propre intervention. C'est ce dont ont voulu témoigner les participants en interrompant leurs travaux pour participer un moment à la manifestation parisienne, où trois camarades ont pris la parole au point fixe du NPA.

Trois points étaient à l'ordre du jour: la crise, ses conséquences politique et les résistances des travailleurs, les réponses à la crise avancées par les anticapitalistes, nos interventions et perspectives communes et leur coordination.

Un large accord s'est dégagé pour souligner le caractère profond et durable de la crise, non un simple épisode cyclique mais un tournant profond. Il s'agit bien d'une remise en cause des acquis sociaux qui ne peut connaître d'autre limite que la résistance des travailleurs et des classes populaires. Loin d'apporter démocratie et

progrès, l'économie de marché s'identifie à la régression sociale qu'accompagne la montée des idées réactionnaires portée par une nouvelle extrême droite.

Les différentes interventions ont illustré la grande diversité des résistances ouvrières. Le renouveau de l'activité ouvrière reste globalement encore faible. Pour les anticapitalistes, se pose la question d'agir dans le sens de l'unité à travers une politique de front unique tout en défendant des perspectives anticapitalistes, en œuvrant pour que les travailleurs dirigent leurs luttes, à la base, sans s'en remettre aux bureaucraties, en faisant vivre la démocratie au sein des mouvements.

Un large accord s'est exprimé sur les exigences des travailleurs pour refuser de faire les frais de la crise, sur la nécessité aussi d'appréhender collectivement la question au niveau européen pour mieux intégrer cette dimension dans notre politique. La discussion sur la question du mot d'ordre sur la sortie de l'euro en a été l'illustration. Ce débat est très présent dans le mouvement ouvrier grec, d'autant que le mouvement n'a pu s'opposer aux attaques du gouvernement Pasok. La sortie de l'euro peut apparaître comme une réponse « possible ». C'est une illusion, la seule sortie de crise est

celle de l'intervention des travailleurs pour refuser d'en payer les frais en postulant au pouvoir pour rompre avec les institutions bourgeoises, en nationalisant les banques et en créant un organisation unique de crédit et, alors, rompre avec l'Europe capitaliste mais en agissant dans le sens d'une autre Europe, celle des travailleurs et des peuples. La discussion en est à ses débuts...

La nécessité de l'approfondir à travers des conférences régulières était une des principales conclusions de cette conférence. Il faut saisir chaque occasion pour agir ensemble, manifester l'existence d'un courant anticapitaliste européen, la solidarité internationale... Une déclaration finale a été discutée, amendée formulant les points essentiels de la démarche qui nous rassemble.

Yvan Lemaitre

1. Gauche anticapitaliste (Suisse), Izquierda anticapitalista (État espagnol), LCR-SAP (Belgique), POR (État espagnol), Bloco de Esquerda (Portugal), SEK (Grèce), ISL (Allemagne), En Lucha (État espagnol), DSIP (Turquie), SWP (Grande-Bretagne), Red-green Alliance (Danemark) Internationale Socialisten (Pays-Bas), People before profit (Irlande), Swp (Irlande), Okde spartakos (Grèce), Polska Partia Pracy (Pologne) Sinistra critica (Italie), Mouvement pour le socialisme (Suisse), Solidarité (Suisse), The Red Party (Norvège), Parti socialiste (Suède), NPA (France).

Grandpuits: réquisition, résistance et solidarité

En grève depuis le 12 octobre contre la réforme des retraites, les grévistes de la Raffinerie de Grandpuits (CGT et CFDT) ont eu la surprise le 22 de voir débarquer vers 3 heures du matin le préfet pour leur remettre en main propre un ordre de réquisition les obligeant à charger les camions-citernes. Il faut savoir que tout refus d'obéir à un tel ordre peut aboutir à de la prison ferme. Pour justifier la réquisition le préfet a prétexté « les besoins de défense nationale ». Or pour qu'il y ait une telle nécessité, il faut que la France soit en guerre. Contre qui? Son propre peuple? On pourrait légitimement se poser la question. Il faut préciser que les employés des raffineries lorsqu'ils étaient en grève ont toujours livré du carburant aux pompiers ou aux services hospitaliers. En mai-juin 1968, ils n'avaient pas dérogé à cette règle. À aucun moment les précédents gouvernements n'avaient usé de la réquisition dans les raffineries en grève. Depuis une bataille juridique s'est ouverte entre les grévistes et la préfecture. Dans un

premier temps, les grévistes à la suite d'un référé ont remporté une première manche, obtenant du tribunal administratif de Melun la suspension de l'arrêté préfectoral. Mais la joie a été de courte durée car la préfecture a aussitôt contre-attaqué avec un nouvel ordre de réquisition « plus nuancé » réussissant ainsi à faire revenir le tribunal sur sa première décision. Les grévistes n'entendent pas en rester là: ils ont fait appel devant le Conseil d'État et s'il le faut, ils feront appel aux instances internationales. En tout état de cause, ce coup de force du gouvernement fait de ce régime le plus à droite depuis Vichy. Face à une telle situation il n'a qu'un seul mot d'ordre: résistance. Cette résistance se manifeste par la solidarité de centaines de citoyens de tout bord et de tout horizon qui apportent vivres et argent aux grévistes. Dans l'après-midi du 27 octobre, une centaine d'entre eux se sont rendus

à Grandpuits pour bloquer pacifiquement l'entrée du site par solidarité. Les forces de l'ordre étaient bien sûr présentes. L'opération s'est terminée sans affrontement car cette action en présence des médias se voulait avant tout symbolique.

Il s'agissait de faire savoir à tous que ce gouvernement par le biais des réquisitions s'en prenait au droit de grève pourtant garanti par la Constitution.

Éric Leboux



Grandpuits, le 27 octobre. Forces de l'ordre devant les manifestants (ÉRIC LEBOUX)

Objectif: 400 000 euros

Caisse de solidarité, de grève, impôts locaux, augmentation de l'électricité, des cigarettes, de l'air et tant d'autres... Pour le NPA, l'inflation subie est celle du nombre de tirages de tract, affiches, autocollants et bien entendu le fameux billet. Nous allons commencer à regretter qu'il s'agisse de faux billets! Car les vrais billets et les vrais chèques (et paiements en ligne) n'ont pas été proportionnels aux tirages. Près d'un quart de l'objectif a été récolté mais le chemin est encore long et nous n'avons que trop peu de temps. Dans moins de deux mois maintenant, la course effrénée aux 400000 euros aura pris fin. Nous devons y consacrer plus d'énergie désormais et pour cela, plusieurs conseils: Envoyer à ses amis, camarades du NPA, de

syndicats et d'associations, les dépliants pour la souscription ou les liens des vidéos réalisées. Vu les nombreux contacts que nous avons par nos réseaux militants, cela élargit déjà le cercle des trop peu nombreux lecteurs de cet article. À vous d'expliquer qu'il ne s'agit en aucun cas quand on envoie un chèque au NPA d'un soutien inconditionnel à sa politique mais de donner des moyens pour l'existence de notre organisation et son autonomie financière. Les attaques vont continuer de pleuvoir et notre riposte devra être proportionnelle, pourvu que nous nous en donnions les moyens!
« Ne mettez pas votre confiance dans l'argent, mais mettez votre argent en confiance. » Oliver Wendell Holmes

S'abonner à Tout est à nous!

Par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard

- Hebdo (14 euros/trimestre)
 Hebdo + Mensuel (25 euros/trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- Hebdo (10 euros/trimestre)
 Hebdo + Mensuel (19 euros/trimestre)

J'autorise, par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvements trimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par :

ORGANISME CRÉANCIER :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel
et de communication (NSPAC)
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex
Numéro spécial d'émetteur : 554755

Titulaire du compte

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal :
Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET

N° DE COMPTE

CLÉ RIB

Date :

Signature : _____

Établissement teneur du compte

Banque :
Adresse :
Code postal :
Ville :

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC

2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard

- Hebdo 6 mois 1 an
28 euros **56 euros**
Mensuel 6 mois 1 an
22 euros **44 euros**
Hebdo + Mensuel 6 mois 1 an
50 euros **100 euros**

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- Hebdo 6 mois 1 an
20 euros **40 euros**
Hebdo + Mensuel 6 mois 1 an
38 euros **76 euros**

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31
ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

SOUSCRIPTION 2010

NOM
PRÉNOM
ADRESSE
CODE POSTAL VILLE

MONTANT Chèque à l'ordre de «NPA souscription»
€ 2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil Cedex



www.npa2009.org

Les dons ouvrent droit à une réduction d'impôts égale à 66 % de leur montant dans la limite de 20 % du revenu imposable.
Association de financement «NPA souscription» - 2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil Cedex
- Agrément de la CNCCFP 06 avril 2009 - Dons destinés au NPA -



Le chiffre

16,3%

C'est l'augmentation spectaculaire en un an du nombre de personnes de plus de 50 ans inscrites à Pôle emploi, soit 727 200 personnes de plus. Le taux d'emploi en France des plus de 55 ans est de 38%, un des plus bas d'Europe. Aujourd'hui, deux tiers des Français sont au chômage lorsqu'ils liquident leur retraite. Avec le report de l'âge légal de départ en retraite, ce nombre de chômeurs seniors va trouver une autre raison de considérablement augmenter.

Sarkozy récompense ses amis. De retour de ses vacances chez son ami le roi du Maroc, pour décompresser pendant que des millions de personnes manifestaient contre sa politique, Sarkozy a distribué quelques récompenses à ses amis. Arno Klarsfeld a été nommé au Conseil d'État, la plus haute juridiction administrative. Un cadeau de remerciement pour ce jeune avocat, conseiller de François Fillon, qui est monté au filet pour défendre la politique d'expulsions des Roms du président. Raymond Soubie, conseiller spécial de Sarkozy pour les affaires sociales et instigateur de la réforme des retraites, a aussi été remercié. À 70 ans, il est nommé au Conseil économique et social, ce qui complètera sa retraite, de 3000 euros net par mois supplémentaires.

Consultations médicales par internet. Par un décret issu de sa loi «Hôpital patient santé», la ministre de la Santé, Roselyne Bachelot, vient d'autoriser la pratique de consultations médicales par internet dès 2011. À ses yeux cela devrait contribuer à résoudre, le problème du manque de médecins dans certaines régions! La technologie est ainsi appelée à la rescousse pour faire croire que les

économies qui sont programmées par la loi sur le dos des assurés sociaux seront sans conséquences. À qui peut-on faire croire qu'un médecin pourra réaliser un examen sérieux d'une douleur abdominale ou d'une otite avec une webcam? Et à l'inégalité géographique d'accès aux soins on va ajouter l'inégalité d'accès au réseau, les gens disposant d'internet haut débit étant essentiellement des citoyens avec des moyens. Pourquoi ouvrir des centres de santé publics dans les zones rurales ou les quartiers populaires, devenus parfois des déserts de santé, puisqu'il y a internet? Votre hôpital a été fermé et vous avez maintenant plus d'une heure de transport pour rejoindre l'hôpital le plus proche? Ce n'est plus un problème puisqu'il y a internet...

Élections et mobilisations en Grèce. Le 7 novembre aura lieu le premier tour des élections municipales et régionales en Grèce. Soucieux de ne pas faire de ces élections un référendum sur sa politique et ses promesses trahies, le Pasok a voulu dans un premier temps mener une campagne locale, chantant les bienfaits de sa réforme libérale des assemblées qui réduit de deux tiers, le nombre des municipalités. Mais, depuis le 25 octobre, le

Premier ministre Papandreou a totalement changé de tactique. Il donne un tour dramatique au scrutin, exigeant désormais un vote de confiance pour la prolongation de sa politique d'austérité, sous peine d'élections législatives anticipées. Ce revirement est dû à de mauvais sondages, à la nécessité d'attaques supplémentaires voulues par le FMI et l'Union européenne, et à des menaces de mobilisations nationales venues du monde de l'Éducation. Un an après l'arrivée du Pasok au gouvernement, l'enjeu du scrutin est évidemment national. Les partis à la gauche du Pasok appellent à voter contre l'accord de soumission au FMI et à la Banque centrale européenne, dont les effets catastrophiques sur les conditions de vie sont chaque jour plus visibles.

Crapules et policiers contre les Roms. Vers deux heures du matin, le 28 octobre, quatre hommes armés et cagoulés ont fait irruption dans le camp occupé par une trentaine de familles Roms à Triel-sur-Seine (Yvelines). Plusieurs personnes ont été molestées avec des armes à feu et une femme avec un bébé à même été contrainte de se déshabiller. Les agresseurs ont tiré des coups de feu en l'air et étaient habillés

comme des policiers. Ils sont repartis en emportant avec eux les papiers d'identité et cartes bancaires de plusieurs personnes. Ces familles vivent sur ce terrain depuis plusieurs années et leur demande pour vivre dans de meilleures conditions avec de l'eau potable n'a jamais abouti. En revanche, depuis début octobre, elles subissent des interventions policières et des menaces qui s'apparentent à du harcèlement. Une enquête a été ouverte sur cette agression fascisante dont les auteurs sont inconnus. Ce qui est sûr, c'est que les déclarations de Sarkozy et de son gouvernement contre les Roms ne font que favoriser ce type d'attaques intolérables.

La gifle de l'année. C'est celle que vient de recevoir Claude Allègre de la part de l'Académie des sciences. Dans son ouvrage *L'imposture climatique* sorti au printemps dernier, l'ancien ministre de l'Éducation nationale de Lionel Jospin ne se contente pas de défendre la «thèse» étonnante selon laquelle le réchauffement climatique aurait pour cause principale... l'activité

solaire, et non les activités humaines responsables d'émissions de gaz à effet de serre. Il n'avait pas hésité à recourir à divers trucages qui avaient suscité l'indignation de la communauté scientifique, en premier lieu celle des climatologues. 400 d'entre eux avaient même signé une pétition. Le rapport de l'Académie des sciences incrimine essentiellement l'émission de CO₂ dans le désordre climatique actuel et réfute sans appel les fantaisies d'Allègre. Ce dernier se présentait encore il y a quelques mois comme le nouveau Galilée. Membre de l'Académie des sciences, il vient de voter ce rapport (unanime) qui le désavoue. Vraiment pitoyable!

RÉFORME DES RETRAITES

Un Camp contre la précarité



Cherbourg, le 27 octobre. Les lycéens cherbourgeois ont monté un camp le long des quais pour interpeller les passants sur la situation des jeunes en France et dire leur opposition à la réforme des retraites. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/FRANCK HOULGATTE)

NO COMMENT

Nous devons garder un patrimoine génétique sain.

CHRIS VIEHBACHER, PDG DE SANOFI-AVENTIS, dans un discours au personnel à propos de la politique de recrutement de l'entreprise et annonçant la mise en place d'une base de données regroupant des informations sur les 105 000 salariés.

TOUT est à nous!
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction: 01 48 70 42 27
Diffusion: 01 48 70 42 31
Administration: 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Mail: redaction@npa2009.org
Numéro ISSN: 1969-8178
Commission paritaire: 0414 P 11508
Tirage: 6500 exemplaires

Société éditrice: Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication: François Coustal
Impression: Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
mail: rotoimp@wanadoo.fr